

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2755

6 octobre 2015

SOMMAIRE

An der Le'h Sàrl	132194	Lufkin Argentina Luxembourg S.à r.l.	132197
BFR Funding S.A.	132202	Lufkin Canada Luxembourg S.à r.l.	132198
BitBank	132231	Mersey Ventures S.à r.l.	132198
Blue Holdings II	132195	NGR Consulting S. à r.l.	132197
Boston Luxembourg I S.à.r.l.	132204	Okilo s.à r.l.	132200
Bristol Ventures S.à r.l.	132195	Pentagon Lock 7-A Sàrl	132194
B.S.L. S.à r.l.	132194	Premier Décembre S.A.	132200
Camaro S.A.	132239	Realvest AG	132201
Clyde Union (Holdings) S.à r.l.	132240	Retail Standard Properties S.à r.l.	132201
Deerfield Imaging S.à r.l.	132219	Sea Holding S.à r.l.	132202
De Klengen Daachdecker S.à r.l.	132234	SHCO 93 S.à r.l.	132201
Emilion Management S.à r.l.	132205	Sheet Anchor LuxHoldCo S.à r.l.	132203
Iris Topco S.à.r.l.	132205	Siman-Fass S.à r.l.	132203
Ko-Immo S.à r.l.	132196	SPFC Holding S.à r.l.	132202
KW Investment Four Lux S.à r.l.	132195	SPFC Investment S.à r.l.	132202
La Mode Investissement S.à r.l.	132196	SPF Lotus Bleu S.A.	132203
Lending Opportunities Holdings S.à r.l.	132199	SR Immo. Luxembourg	132203
Leopard Holdings South Africa S.à r.l.	132199	Technology Service Partners S.C.A.	132200
Leopard Holdings UK S.à r.l.	132199	Turban S.A., SPF	132199
Lindab S.A.	132196	Venture & Capital Holding Inc.	132204
Liquiditätsfluss No.2 S.A.	132198	Waldeck Global S.à r.l.	132237
Lisa Capital S.A.	132227	Waldeck Luxury S.à r.l.	132237
Lookomotion Holding S.à r.l.	132196	Wind Infrastructure Holding S.à r.l.	132204
Lucretia	132197		

An der Le'h Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3471 Dudelange, 1-3, rue de la Forêt.

R.C.S. Luxembourg B 160.124.

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire

Les associés, exerçant les pouvoirs de l'assemblée générale, ont pris la résolution suivante:

1) Ratification de la démission du gérant technique:

- Monsieur Sandro KONTZ, gérant, né le 25 avril 1989 à Luxembourg, demeurant à L-3490 Dudelange, 28, rue Jean Jaurès.

2) Ratification de la démission du gérant administratif:

- Monsieur Frédéric ROYER, gérant, né le 1^{er} novembre 1970 à Angers (F), demeurant à F-57970 Yutz (F), 35, rue de la Pépinière.

3) Nomination du gérant technique:

- Monsieur Frédéric ROYER, gérant, né le 1^{er} novembre 1970 à Angers (F), demeurant à F-57970 Yutz (F), 35, rue de la Pépinière.

4) Nomination du gérant administratif:

- Madame Nancy MEISCH, employée privée, née le 12 novembre 1971 à Luxembourg, demeurant à L-3448 Dudelange, 37, rue Dicks.

Luxembourg, le 17 août 2015.

Les Associés

Référence de publication: 2015140629/23.

(150153030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Pentagon Lock 7-A Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 197.485.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 26 juin 2015.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

Notaire

Référence de publication: 2015140364/13.

(150152290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

B.S.L. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 38, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 181.686.

Beschluss

Ich die Unterzeichnende, Inge von Geldern-Kirsten, als Mehrheitsgesellschafterin (76%) der

B.S.L.S. à r.l., 38, Grand Rue, L-6630 Wasserbillig B181686

halte unter Verzicht einer Form und fristgerechten Ladung eine Gesellschafterversammlung ab und beschliesse das folgende:

1.1 Der technische Geschäftsführer der B.S.L. S. à r.l., Herr Antoine Labalestra, 19, rue Wenkel, L-5577 Remich wird mit sofortiger Wirkung zum 21. Juli 2015 abberufen

1.5 Als neuer technischer Geschäftsführer wird, Frau Hanna Marschalko, geb. am 31. Mai 1975 in Krakow, ARCHITECTE et INGÉNIEUR-CONSEIL, wohnhaft, 54518 Binsfeld, Kaasweg 7, mit sofortiger Wirkung ab dem 21.07.2015 auf unbestimmte Zeit bestellt.

Wasserbillig, den 21.07.2015.

Inge von Geldern-Kirsten.

Référence de publication: 2015140649/18.

(150153312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Blue Holdings II, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 173.192.

Extrait des décisions prises par l'associée unique de la Société en date du 17 août 2015

1. Madame Antonella Graziano a démissionné de son mandat de gérant B;
2. Monsieur Andrew O'Shea, administrateur de sociétés, née à Dublin (Irlande), le 13 août 1981, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant B pour une durée indéterminée et avec effet immédiat.
3. Monsieur Olivier Hamou a démissionné de son mandat de gérant B;
4. Madame Ingrid Cernicchi, administratrice de sociétés, née à Metz (France), le 18 mai 1983, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme gérant B pour une durée indéterminée et avec effet immédiat.

Extrait des décisions prises par le conseil de gérance de la Société en date du 17 août 2015

1. Le siège social a été transféré de L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet immédiat.

Luxembourg, le 18 août 2015.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour Blue Holdings II

Un Mandataire

Référence de publication: 2015140656/24.

(150153428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Bristol Ventures S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 37.000,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 164.986.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales, signé en date du 3 juillet 2015, que l'associé unique de la Société, Monsieur Bernd LIMBERG, a transféré la totalité des 37.000 parts sociales qu'il détenait dans la Société à:

- Baltic Verm Holdings LLC, une limited liability company, constituée et régie selon les lois des Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au: 68, East 100 South, UT 84653 Salem, Etats-Unis d'Amérique, immatriculée auprès du Department of Commerce, Division of Corporation & Commercial Code, state of Utah sous le numéro 9456876.

Les parts sociales de la Société sont désormais réparties comme suit;

Baltic Verm Holdings LLC 37.000 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 août 2015.

Bristol Ventures S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015140659/19.

(150153274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

KW Investment Four Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 186.257.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 août 2015.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2015140912/11.

(150153399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Ko-Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2156 Luxembourg, 30, Millegaessel.

R.C.S. Luxembourg B 70.594.

Pour mise à jour des données, il est à noter que la nouvelle adresse du siège social de l'associé LA BALME SPF est située au 30, Millegaessel à L-2156 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme et sincère

Pour Ko-Immo S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015140911/13.

(150152973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

La Mode Investissement S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 191.519.

EXTRAIT

- M. Nicolas MILLE a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La Mode Investissement S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015140915/13.

(150153188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Lindab S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9230 Diekirch, route d'Ettelbruck.

R.C.S. Luxembourg B 91.774.

Extrait des résolutions de la réunion extraordinaire du conseil d'administration datée du 21 juillet 2015

Il résulte des décisions prises par le conseil d'administration de la société lors de sa réunion en date du 21.07.2015:

1. Acceptation de la démission de Per Arne Mikael NILSSON en tant qu'administrateur,
2. Nomination d'Anna Linda KJELLGREN en tant qu'administratrice, née le 1^{er} avril 1973 à Ö Broby, Suède et domiciliée à Filbornavägen 18, 252 76 Helsingborg, Suède.

Le mandat de Mme KJELLGREN est valable jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2016.

R. Kenneth JOHNSSON / Romain FUSENIG.

Référence de publication: 2015140923/14.

(150153552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Lookomotion Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 79.271.

EXTRAIT

Le nouveau siège social du gérant unique de la Société est au 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg, avec effet au 16/03/2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14/08/2015.

Signatures

Signataire autorisé

Référence de publication: 2015140930/14.

(150153137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Lucretia, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 121.153.

Il est porté à la connaissance de tous, que Monsieur Jan VAN LANCKER, associé-gérant de la société Lucretia (société sise au 24, rue Saint Mathieu L-2138 Luxembourg inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 121.153) est domicilié à l'adresse suivante:

66, Overheide

B-2870 Puurs

Jan VAN LANCKER

Administrateur

Référence de publication: 2015140932/15.

(150153445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Lufkin Argentina Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.500,00.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 180.045.

Suite à une cession de parts sociales intervenue en date du 7 août 2015 entre GE Energy Europe B.V. et General Electric Services Luxembourg S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue des Capucins, L1313 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès le Registre de Commerce et de Sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 62.661, les 740 parts sociales de la société Lufkin Argentina Luxembourg S.à r.l. (la «Société») sont désormais détenues comme suit:

- GE Energy Europe B.V. détient 370 parts sociales de la Société;

- General Electric Services Luxembourg détient 370 parts sociales de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Lufkin Argentina Luxembourg S.à r.l.

S.Th. Kortekaas

Mandataire

Référence de publication: 2015140933/18.

(150153152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

NGR Consulting S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 74.000,00.

Siège social: L-8308 Capellen, 38, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 102.357.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale tenue le 13 août 2015 à 18h00

Décisions:

L'Assemblée décide, que les résolutions sont prises dans le meilleur intérêt de la Société; ainsi il a été décidé de:

N° Résolutions	OUI	NON	Abstention	Résolution adoptée /rejetée
1 Approuver la révocation du gérant Monsieur Jean Michel Marq, ayant son adresse à 5, rue du Parc, L- 8301 Strassen, Luxembourg	X			Adoptée
2 Approuver la nomination du gérant Monsieur Edmond Maler, ayant son adresse à 1 Square du Pontiffroy F-57000 Metz pour une durée indéterminée.	X			Adoptée

Signatures

Le Président / Le Secrétaire

Référence de publication: 2015141005/21.

(150153113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Liquiditätsfluss No.2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 147.750.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire de la société en date du 12 août 2015
(l' «Assemblée»)*

L'Assemblée décide de renouveler le mandat de Alain Koch, né le 18 Août 1965 à Esch-Sur-Alzette, Luxembourg, et Laurent Bélik, né le 2 Septembre 1974 à Ixelles, Belgique, ayant leur adresse professionnelle au 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, en tant que administrateurs de la Société avec effet au 30 mars 2015 et ce pour une période de 1 an. Les mandats des administrateurs seront renouvelés lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016.

A Luxembourg, le 12 août 2015.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2015140928/17.

(150152940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Lufkin Canada Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.000,00.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 180.039.

Suite à une cession de parts sociales intervenue en date du 7 août 2015 entre GE Energy Europe B.V. et General Electric Services Luxembourg S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue des Capucins, L1313 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès le Registre de Commerce et de Sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 62.661, les 720 parts sociales de la société Lufkin Canada Luxembourg S.à r.l. (la «Société») sont désormais détenues comme suit:

- GE Energy Europe B.V. détient 360 parts sociales de la Société;
- General Electric Services Luxembourg détient 360 parts sociales de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Lufkin Canada Luxembourg S.à r.l.

S.Th. Kortekaas

Mandataire

Référence de publication: 2015140934/18.

(150153161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Mersey Ventures S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 40.000,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 164.985.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales, signé en date du 3 juillet 2015, que l'associé unique de la Société, Monsieur Andreas NIESSL, a transféré la totalité des 40.000 parts sociales qu'il détenait dans la Société à:

- Majestic Verm Holdings LLC, une limited liability company, constituée et régie selon les lois des Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au: 68, East 100 South, UT 84653 Salem, Etats-Unis d'Amérique, immatriculée auprès du Department of Commerce, Division of Corporation & Commercial Code, state of Utah sous le numéro 9456883.

Les parts sociales de la Société sont désormais réparties comme suit:

Majestic Verm Holdings LLC 40.000 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 août 2015.

Mersey Ventures S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015140974/19.

(150153209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Leopard Holdings South Africa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 192.234.

—
EXTRAIT

- Monsieur Nicolas Mille a démissionné de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2015.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LEOPARD HOLDINGS SOUTH AFRICA S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015140950/13.

(150153073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Leopard Holdings UK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 178.606.

—
EXTRAIT

- Monsieur Nicolas Mille a démissionné de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2015.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LEOPARD HOLDINGS UK S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015140922/13.

(150153091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Lending Opportunities Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 184.236.

—
EXTRAIT

- M. Nicolas MILLE a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2015.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Lending Opportunities Holdings S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015140921/13.

(150153211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Turban S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 32, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 187.189.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015141796/9.

(150154321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

Okilo s.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 132.117.

—
EXTRAIT

- M. François GEORGES a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet au 31 janvier 2015.

- M. Nicolas MILLE a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Okilo S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015141024/14.

(150153193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Premier Décembre S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 9, boulevard Dr Charles Marx.

R.C.S. Luxembourg B 134.330.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de l'exercice 2014 tenue à 10.00 heures le 15 mai 2015

Extrait des résolutions

4- L'assemblée générale renouvelle les mandats des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes, à savoir:

Administrateurs:

- Monsieur Michel BOURKEL, adresse professionnelle 9, Boulevard Dr. Charles Marx, L-2130 Luxembourg;

- Monsieur Alexandre VANCHERI, adresse professionnelle 9, Boulevard Dr. Charles Marx, L-2130 Luxembourg;

- Gestion & Administration S.A., Company Nr. 29441, Nia Mall, Vaea Street, Lev.2, WS Apia, Samoa Occidentales;

Administrateur-délégué:

- Monsieur Michel BOURKEL, adresse professionnelle 9, Boulevard Dr. Charles Marx, L-2130 Luxembourg;

Commissaire aux comptes:

- Fiduciaire Centra Fides S.A., R.C.S. Luxembourg B 39.844, 33, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg; qui tous acceptent pour l'année 2015 et jusqu'à l'assemblée générale annuelle à être tenue en 2016.

Référence de publication: 2015141035/21.

(150153668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Technology Service Partners S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 181.442.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2015141773/14.

(150154172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

Retail Standard Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Muhlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 188.532.

—
EXTRAIT

- M. Nicolas MILLE a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2015.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Retail Standard Properties S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015141068/13.

(150153192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Realvest AG, Société Anonyme.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 9, boulevard Dr Charles Marx.
R.C.S. Luxembourg B 129.636.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires pour l'exercice 2014 tenue le 7 Mai 2015 à 8.00 heures

Extrait des résolutions

4- L'assemblée générale ratifie la démission de Mme Anique BOURKEL de sa charge d'administrateur ainsi que de sa charge d'administrateur-délégué (...);

5- L'assemblée générale ordinaire nomme comme nouvel administrateur, la société Gestion & Administration S.A. Company Nr. 29441, Vaea Street, Lev.2, Nia Mall, WS Apia, Samoa Occidentales, qui accepte avec effet au 1^{er} janvier 2015 et jusqu'à l'assemblée ordinaire à être tenue en 2016;

6- L'assemblée générale confirme et renouvelle les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes, à savoir:

- *Administrateurs:*

* M. Bernard Klein, 9, Boulevard Dr. Charles Marx, L-2130 Luxembourg;

* Gestion & Administration S.A., Company Nr. 29441, Vaea Street, Lev.2, Nia Mall, WS Apia, Samoa Occidentales;

* M. Alexandre Vancheri, 9, Boulevard Dr. Charles Marx, L-2130 Luxembourg;

- *Commissaire aux comptes:*

* Wilbur Associates Ltd, IBC 185200, Elizabeth Avenue & Shirley Street n° S-E2, Union Court Building, Nassau, Bahamas, N - 8188;

qui tous acceptent, pour l'exercice social 2015 et jusqu'à la prochaine assemblée qui se tiendra en 2016.

Référence de publication: 2015141071/24.

(150153507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

SHCO 93 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 189.600.

—
Veuillez prendre note que l'entièreté des parts sociales de la société a été transférée en vertu d'un contrat de vente conclu en date du 6 mars 2015.

Suite à cette vente, le nouvel associé unique est:

Strokkur Energy ehf, société régie par les lois d'Islande, enregistrée au Ríkisskattstjóri sous le numéro 630407-1090, avec siège social au 2, Katrinatrun, 105 Reykjavik, Islande.

Luxembourg, le 18 août 2015.

Pour avis sincère et conforme

Pour SHCO 93 S.À R.L.

Un Mandataire

Référence de publication: 2015141132/17.

(150153129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Sea Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 179.919.

—
EXTRAIT

- Monsieur Nicolas Mille a démissionné de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sea Holding S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015141122/13.

(150153095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

SPFC Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 76-78, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 175.358.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015141760/10.

(150154060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

SPFC Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 76-78, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 175.373.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015141761/10.

(150154059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

BFR Funding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 75.972.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 30 juillet 2015

- L'Assemblée ratifie la cooptation en tant qu'administrateur de Monsieur Riccardo Incani, employé privé, avec adresse professionnelle 40, Avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Son mandat se terminera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Lux Konzern Sàrl, ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, représentée par son représentant permanent Mr Peter Van Opstal et de Lux Business Management Sàrl, ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, représentée par son représentant permanent Mr Christian Knauff, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015141308/21.

(150153896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

Siman-Fass S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3492 Dudelange, 25, rue Mont Saint Jean.

R.C.S. Luxembourg B 41.239.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PINHEIRO Samantha.

Référence de publication: 2015141748/10.

(150154049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

SPF Lotus Bleu S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-7257 Walferdange, 2, Millewee.

R.C.S. Luxembourg B 155.545.

EXTRAIT

En date du 17 Août 2015, l'actionnaire unique de la société a pris la résolution d'attribuer le mandat de commissaire aux comptes à la société Mayfair Audit S.à r.l., ayant son siège social au 2, Millewee; L-7257 Walferdange, numéro RCSL B189.753, en remplacement de Bel Bond S.A., avec effet immédiat et qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuel des actionnaires qui se tiendra en 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Walferdange.

L'administrateur

Référence de publication: 2015141754/16.

(150153791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

SR Immo. Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1477 Luxembourg, 28, rue des Etats-Unis.

R.C.S. Luxembourg B 71.589.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2015141767/12.

(150154065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

Sheet Anchor LuxHoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 177.791.

EXTRAIT

En date du 14 août 2015, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Mme Barbara Neuerburg, en tant que gérant A de la Société, a été acceptée avec effet au 24 juillet 2015.

- M. Eric-Jan van de Laar, né le 27 mars 1969 à Utrecht (Pays-Bas), avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, a été élu nouveau gérant A de la Société avec effet au 24 juillet 2015 et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015141100/16.

(150153620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Venture & Capital Holding Inc., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 9, boulevard Dr Charles Marx.

R.C.S. Luxembourg B 73.412.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires pour l'exercice 2014 tenue à 10h00 le 29 juin 2015

Extrait des résolutions

4- L'assemblée générale renouvelle les mandats des administrateurs, des administrateurs-délégués et du commissaire aux comptes, à savoir:

administrateurs:

- Mme Anique Bourkel, 9, Boulevard Dr. Charles Marx, L-2130 Luxembourg;
- M. Michel Bourkel, 9, Boulevard Dr. Charles Marx, L-2130 Luxembourg;
- M. Alexandre Vancheri, 9, Boulevard Dr. Charles Marx, L-2130 Luxembourg;

administrateurs-délégués:

- Mme Anique Bourkel, 9, Boulevard Dr. Charles Marx, L-2130 Luxembourg;
- M. Michel Bourkel, 9, Boulevard Dr. Charles Marx, L-2130 Luxembourg;

commissaire aux comptes:

Wilbur Associates Ltd, Union Court Building, Elizabeth Avenue & Shirley Street S-E2, N-8188, Nassau, Bahamas; qui tous acceptent, pour l'exercice 2015 et jusqu'à l'assemblée générale à être tenue en 2016.

Référence de publication: 2015141190/22.

(150153596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Wind Infrastructure Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 174.976.

Die berufliche Adresse des Geschäftsführers Herrn Volker Akoysius Becker hat sich mit Wirkung zum 25. Juni 2015 geändert und lautet nun wie folgt: 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Die berufliche Adresse des Geschäftsführers Herrn Ulrich L.Bininger hat sich mit Wirkung zum 25. Juni 2015 geändert und lautet nun wie folgt: 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Die berufliche Adresse des Geschäftsführers Herrn Tobias Klein hat sich mit Wirkung zum 25. Juni 2015 geändert und lautet nun wie folgt: 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Die berufliche Adresse des Geschäftsführers Herrn Michael Schröder-Castendyck hat sich mit Wirkung zum 25. Juni 2015 geändert und lautet nun wie folgt: 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Die berufliche Adresse des Geschäftsführers Herrn Thomas Georg Staudinger hat sich mit Wirkung zum 25. Juni 2015 geändert und lautet nun wie folgt: 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 18. August 2015.

Für Wind Infrastructure Holding S.à r.l.

Ein Beauftragter

Référence de publication: 2015141202/22.

(150153218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Boston Luxembourg I S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 169.975.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BOSTON Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2015141297/10.

(150154201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

Emilion Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 167.871.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte d'un acte de clôture de liquidation reçu par le notaire Maître Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 11 août 2015, enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 17 août 2015, 2LAC/2015/18752, aux droits de soixante-quinze euro (75,- EUR), que la société à responsabilité limitée EMILION MANAGEMENT S.à r.l. (en liquidation), ayant son siège social à 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 167.871, constitué en date du 2 mars 2012 par acte Maître Francis KESSELER, notaire alors de résidence à Esch-sur-Alzette, publié au Mémorial C, numéro 11629 du 9 mai 2012.

La société a été mise en liquidation par acte de Maître Martine SCHAEFFER en date du 12 mai 2015, publié au Mémorial C, numéro 1830 du 23 juillet 2015.

Approuvant le rapport du commissaire à la liquidation, l'associé unique adopte les comptes de liquidation et donne décharge pleine et entière au liquidateur, la société anonyme FIDESCO S.A., ayant son siège à 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, numéro du RCS B 68.578, et au commissaire à la liquidation, la société à responsabilité limitée EURAUDIT S.à r.l., ayant son siège à 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, numéro du RCS B 42.889, pour l'accomplissement de leur fonction concernant de la société.

En conséquence, l'associé unique prononce la clôture de la liquidation et décide de conserver les livres et documents de la société pendant une durée de cinq (5) ans à partir du jour de la liquidation auprès de son siège social au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 août 2015.

Référence de publication: 2015141421/27.

(150154198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2015.

Iris Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 194.040.

—
In the year two thousand and fifteen, on the fourth day of the month of August.

Before Maître Leonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

Logicor Europe Holdings II S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twenty-five thousand Euros (EUR 25,000) and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 181.528 (the "Sole Shareholder"),

represented by Maître Ségolène Le Marec, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 3rd August 2015 which proxy shall remain annexed to the present deed after having been signed *in* varietur by the proxyholder and the undersigned notary,

being the Sole Shareholder of Iris Topco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 194.040 (the "Company"), incorporated on 20 January 2015 pursuant to a deed of Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") on 5 March 2015, number 610.

The articles of association of the Company have never been amended.

The appearing party, represented as above stated declared and requested the notary to record as follows:

A. The Sole Shareholder holds all the five hundred (500) shares in issue in the Company so that the total share capital is represented and resolutions can be validly taken by the Sole Shareholder.

B. The items on which resolutions are to be taken are as follows:

1) creation of two classes of shares in the Company, namely class A shares and class B shares, and determination of the rights and obligations thereof by amending and restating the articles of association of the Company as set forth further to item 4) of the agenda.

2) reclassification of all the five hundred (500) issued shares in the Company as five hundred (500) class A shares.

3) increase of the issued share capital by an amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) to twenty-five thousand Euro (EUR 25,000) by the issue of five hundred (500) new class B shares, each with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) (the “New Shares”) and a total subscription price of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) (the “Subscription Price”); subscription to the New Shares by the Sole Shareholder and payment of the Subscription Price in cash.

4) consequential amendment and restatement of the articles of association of the Company to reflect the resolutions on the items above.

Thereafter the following resolutions were passed by the Sole Shareholder of the Company:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to create two classes of shares in the Company, namely class A shares and class B shares, and to determine the rights and obligations thereof by amending and restating the articles of association of the Company as set forth further to item 4) of the agenda.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to reclassify all the five hundred (500) issued shares in the Company as five hundred (500) class A shares.

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to increase the issued share capital by an amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) to twenty-five thousand Euro (EUR 25,000) by the issue of five hundred (500) new class B shares, each with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25) (the “New Shares”) and a total subscription price of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) (the “Subscription Price”).

The New Shares have been subscribed and fully paid in by way of a contribution in cash of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) by the Sole Shareholder pursuant to proxy and subscription forms (copies of which shall remain attached to the present deed to be registered therewith).

Proof of the existence and the amount of the Subscription Price, blocked in an account of the Company, has been given to the notary.

Fourth resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder resolved to amend and restate the articles of association of the Company to reflect the resolutions on the items above.

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name “Iris Topco S.à r.l.” (the “Company”) between the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documen-

tation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twenty five thousand Euros (EUR 25,000) represented by (i) five hundred (500) shares of class A of a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25) each, and (ii) five hundred (500) shares of class B of a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Each class of shares shall be issued in connection with the acquisition or making by the Company of a specific investment or investment portfolio directly or indirectly (each a "Specific Investment"), except as otherwise specified herein. The subscription price paid to the Company upon the issuance of shares of a particular class (including for the avoidance of doubt any share premium) (the "Subscription Price"), net of all costs payable by the Company in connection with such issuance including, but not limited to, capital duty, notarial fees and publication costs ("Issuance Costs"), shall be invested directly or indirectly in one and the same Specific Investment.

The Specific Investment for Class A is the Class A Portfolio.

The Specific Investment for Class B is the Class B Portfolio.

In relation to each Specific Investment, the sole manager, or as the case may be, the board of managers will, in the internal accounts of the Company, establish a separate compartment of assets and liabilities of the Company in the following manner:

- the Subscription Price of the relevant class of shares, the payment to share premium account, and the proceeds of any loans, preferred equity certificates, debt or other instruments convertible or not which may from time to time be granted to, or issued by, the Company by or to its shareholder(s) in connection with the relevant Specific Investment, as well as assets acquired with such funds contributed to or borrowed by the Company, in each case shall be applied in the internal books of the Company to the compartment established for such Specific Investment;

- any income or proceeds earned by the Company on, or any asset derived from, the assets allocated to a compartment shall be allocated to that compartment;

- any liability, costs and expenses (including provisions) relating to assets allocated to a compartment or to any action taken in connection with a compartment or an asset of a particular compartment or in connection with the issuance of shares or other instruments of the particular class (such as Issuance Costs) as well as all administration expenses, tax liabilities and other costs and expenses of the Company attributable to the relevant Specific Investment or the operation or administration of that compartment shall be allocated to that compartment;

- in the case where any liability or expense of the Company cannot be considered as being attributable solely to a particular compartment, such liability or expense shall be allocated between all the existing compartments pro rata to the Net Assets (as defined below) of each compartment or pro rata to the relevant compartments to which the liability or expense relates;

- any distributions or payments (including payments of the price payable by the Company for shares of the relevant class repurchased by it) made to shareholders in respect of a compartment shall reduce the Net Assets (as defined below) of that compartment;

- the net assets of each compartment (the "Net Assets") will be equal to the sum of the value of the Specific Investment of that compartment and all other assets attributable to that compartment in accordance with these articles of association less all the liabilities, costs and expenses allocated to that compartment in accordance with these articles of association.

For the avoidance of doubt, any reference to the Net Assets in these articles of association may be construed as a reference to the Net Assets as calculated for any Specific Investment allocated to a specific class of shares in the compartment created to that purpose in the internal accounts of the Company.

Any share premium paid in respect of a specific class (or sub-class) of shares upon their issuance shall be allocated to a share premium account corresponding to that specific class (or sub-class) of shares of the Company. Any payment or contribution of any kind to any share premium account established in accordance with Luxembourg law or accounting regulations shall be specified as to which class of shares (or sub-class) it relates, the sole manager or, as the case may be, the board of managers, having the power to confirm any allocation to a specific class (or sub-class) of shares if this has not been specified otherwise. Any available share premium shall be distributable. In addition, the economic rights of shareholders may be governed by an agreement between the shareholders. To the extent there are any inconsistencies between the provisions of such agreement and these articles of association, the principle set out in the agreement between the shareholders in relation to the economic rights shall prevail.

Art. 6. Cancellation of an entire class of shares and reduction of share capital. The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of shares including by the cancellation of one or more entire class of shares through the repurchase and cancellation of all the shares in issue in the relevant class by approval at the general meeting of shareholders resolving at the quorum and majorities provided for the amendment of the articles of association.

In case of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of one or more class of shares, the holders of shares of the repurchased and cancelled class of shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value per Share (as defined below) for each share of the relevant class held by them and cancelled.

The board of managers shall, in case of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a class of shares, calculate the Class Available Amount for the repurchased class (always subject to the amount of available profits, premium and reserves of the Company) on the basis of the interim accounts of the Company and interim internal accounts relating to the relevant class which shall be prepared on the basis set out in Article 5, each time not older than eight (8) days (together, the "Interim Accounts").

"Class Available Amount" means the total amount of net profits, available reserves and premium of the Company (including carried forward profits) relating to the Specific Investment to which the relevant class of shares belongs (i) plus the amount of the share capital reduction relating to the class of shares repurchased (and if any the amount equal to the decrease of the legal reserve relating to the reduction of share capital in relation to such class) but (ii) less any Investment Losses of that class (including carried forward losses) and (iii) less any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the articles of association each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting), so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Class Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable share premium and other freely distributable reserves

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled

L = Investment Losses

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the articles of association.

"Class A Portfolio", means the investment by way of shares, share premium account, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not, or otherwise in Iris Holdco S.à r.l. (to be renamed Iris Pledgeco S.à r.l.), a Luxembourg société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 194.078 (and the underlying assets, subsidiaries and entities), but only for those instruments subscribed or acquired in order to finance directly or indirectly the project Iris, to the exception of the instruments subscribed or acquired in order to finance any other projects and especially project Astral.

"Class B Portfolio" means the investment by way of shares, share premium account, loans, preferred equity certificates, or other instruments, convertible or not, or otherwise in Iris Holdco S.à r.l. (to be renamed Iris Pledgeco S.à r.l.), a Luxembourg société à responsabilité limitée (private limited liability company), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 194.078 (and the underlying assets, subsidiaries and entities), but only for those instruments subscribed or acquired in order to finance directly or indirectly the portfolio of project Astral, to the exception of the instruments subscribed or acquired in order to finance any other projects and especially project Iris.

“Investment Losses” means any losses (including carry forward losses relating to the relevant Specific Investment) and any costs, charges or expenses related to the relevant Specific Investment (including repayment by the Company of any debt incurred to manage the respective Specific Investment), and an amount corresponding to the pro rata portion (calculated of the Company's overhead expenses (assessed fairly but irrevocably by the board of managers) and the Company's non-recoverable losses. The “Cancellation Value per Share” shall be calculated by dividing the Class Cancellation Amount by the number of shares in issue in the class of shares to be repurchased and cancelled.

The “Class Cancellation Amount” shall be an amount determined by the sole manager or, as the case may be, the board of managers and approved by the general meeting of shareholders on the basis of the Interim Accounts. Subject always to the amount of available net profits, reserves and premium of the Company, the Class Cancellation Amount for the class of shares to be repurchased and cancelled shall be the Class Available Amount unless otherwise resolved by the general meeting of shareholders in the manner provided for an amendment of the articles of association provided however that the Class Cancellation Amount shall never be higher than the Class Available Amount and provided further that the Class Cancellation Amount shall never be greater than the total amount of available net profits, reserves and premium of the Company.

Upon the repurchase and cancellation of the shares of the relevant Class, the Cancellation Value per Share will become due and payable by the Company.

Art. 7. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the Company's share capital.

Art. 8. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers, including specific powers given in specific provisions of these articles of association.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 9. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words “claim”, “action”, “suit” or “proceeding” shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words “liability” and “expenses” shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgments, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) Against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 10. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns (regardless of class) and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 11. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred per cent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than forty (40) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 12. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2015.

Art. 13. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the sole manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 14. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on one or several classes of shares on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law (regardless of the Investment Net Income of a class of shares). Distribution to a class shall only be made out of the Investment Net Income related to that class (subject to the above).

“Investment Net Income” means any income last accounting year increased by profits carried forward and distribute return of any total or partial disposal of the relevant Specific Investment (disposal meaning through transfers and contributions of any kind) as well as any dividends or other distributions, interest, yield, financing margin, repayment of principal or other income or return deriving from the relevant Specific Investment and assets and reserve funds received by or attributable to the Company in respect of the issue of the relevant class of shares such as the share premium or any amounts of profit (related to the relevant Specific Investment(s)) carried forward after deducting any costs, charges or expenses related to the relevant Specific Investment (including repayment by the Company of any debt incurred to manage the respective Specific Investment), and an amount corresponding to the pro rata portion calculated of the Company's overhead expenses (assessed fairly but irrevocably by the board of managers or the sole manager as the case may be) and the Company's non-recoverable losses.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders, but only to the shareholders of the class to which this share premium relates to. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 15. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Upon liquidation of the Company the liquidation proceeds of each class shall be the amount to which the class is entitled as per the relevant Specific Investment if applicable. Each class of shares shall be entitled to proceeds of liquidation determined as follows in relation to the relevant Specific Investment to which the class relates:

First all debts and liabilities of the Company (regardless of Specific Investment) shall be paid. Such debts or liabilities shall be attributed to the class of shares to which they specifically belong (i.e. because they relate to the relevant Specific Investment for that class) or, if that is not possible, distributed rateably among all classes of shares in proportion of the issued share capital of the Company which they represent.

Thereafter the relevant amount of liabilities for each class of shares shown in the separate category for the Specific Investment to which they relate shall be set against the assets attributable to the relevant class including in particular the Specific Investment of that class and any reserve funds attributable to such class. Assets not attributable to a specific class shall be divided pro rata to all classes of shares.

To the extent that the amount so calculated for any class shall be negative, such class shall not be entitled to any liquidation proceeds. The relevant negative amount shall be allocated rateably among all classes of shares which have a positive amount up such positive amount. Any surplus remaining within a specific class of shares (the "Class Surplus") shall be distributed to the relevant holders of such class of shares.

Art. 16. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 17. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 1,550.-.

The undersigned notary who understands and speaks German and English states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a German translation. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the German and the English texts, the English version will prevail.

Done in Luxembourg on the day before mentioned.

After reading these minutes the appearing persons signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Englischen Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am vierten Tag des Monats August.

Vor der unterzeichnenden Notarin Maître Leonie GRETHEN, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, in Vertretung für Maître Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

ist erschienen:

Logicor Europe Holdings II S.à r.l., société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000) beträgt und eingetragen ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg, unter der Nummer B 181.528 (der „Alleinige Gesellschafter“),

hier vertreten durch Maître Ségolène Le Marec, Rechtsanwältin, beruflich wohnhaft in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht ausgestellt am 3. August 2015, welche gegenwärtiger Urkunde beigelegt wird nachdem sie ne varietur durch den Vollmachtnehmer und den unterzeichnenden Notar unterschrieben wurde,

als Alleiniger Gesellschafter der Iris Topco S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter Nummer B 194.040 (die „Gesellschaft“), gegründet am 20. Januar 2015 gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Cosita DELVAUX, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, veröffentlicht am 5. März 2015 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das „Mémorial“), Nummer 610.

Die Satzung der Gesellschaft wurde noch nie abgeändert.

Der Erschienene gibt, in Ausübung seines obenerwähnten Amtes, folgende Erklärungen ab und ersucht den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

A. Der Alleinige Gesellschafter der Gesellschaft hält alle fünfhundert (500) von der Gesellschaft ausgegebenen Gesellschaftsanteile, sodass das gesamte Gesellschaftskapital vertreten ist und wirksam über alle Punkte der Tagesordnung entschieden werden kann.

B. Die Punkte, über die Beschlüsse getroffen werden sollen, sind die Folgenden:

1) Gründung von zwei Anteilklassen der Gesellschaft, nämlich Klasse A Anteile und Klasse B Anteile, und Bestimmung deren Rechte und Pflichten durch die Abänderung und Neuformulierung der Satzung der Gesellschaft, wie in Punkt 4 der Agenda vorgesehen.

2) Umbenennung aller fünfhundert (500) von der Gesellschaft ausgegebenen Gesellschaftsanteile in fünfhundert (500) Klasse A Anteile.

3) Erhöhung des ausgegebenen Gesellschaftskapital in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500) von dem aktuellen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500) auf fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25,000) durch Ausgabe von fünfhundert (500) neuen Anteilen der Klasse B mit einem Nominalwert in Höhe von fünfundzwanzig Euro (EUR 25) (die „Neuen Anteile“) und für einen Gesamtzeichnungspreis von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500) (der „Zeichnungspreis“); Zeichnung der Neuen Anteile durch den Alleinigen Gesellschafter und Zahlung des Zeichnungspreises in Bar.

4) Die daraus folgende Abänderung und Neuformulierung der Satzung der Gesellschaft um die Beschlüsse über die obengenannten Punkte widerzuspiegeln.

Danach wurden die folgenden Beschlüsse vom Alleinigen Gesellschafter getroffen:

Erster Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen zwei Anteilklassen der Gesellschaft, nämlich Klasse A Anteile und Klasse B Anteile, zu gründen, und die daraus hervorgehenden Rechte und Pflichten durch die Abänderung und Neuformulierung der Satzung der Gesellschaft zu bestimmen, wie in Punkt 4 der Agenda vorgesehen.

Zweiter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen alle fünfhundert (500) von der Gesellschaft ausgegebenen Gesellschaftsanteile in fünfhundert (500) Klasse A Anteile umzubenennen.

Dritter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat beschlossen das Gesellschaftskapital in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500) von dem aktuellen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500) auf fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25,000) zu erhöhen, durch die Ausgabe von insgesamt fünfhundert (500) neuen Anteilen der Klasse B mit einem Nominalwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25) (die „Neuen Anteile“) und einem Zeichnungspreis in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500) (der „Zeichnungspreis“). Die Neuen Anteile sind in bar in Höhe von dem aktuellen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500) gezeichnet und völlig bezahlt worden durch den Alleinigen Gesellschafter laut Bevollmächtigungen und Zeichnungsformular (deren Kopien mit dieser Urkunde eingetragen werden soll).

Ein Beweis über die Existenz und den Betrag des Zeichnungspreises, in einem Sperrkonto der Gesellschaft beinhaltet, wurde vor dem Notar gezeigt.

Vierter Beschluss

Der Alleinige Gesellschafter hat folglich beschlossen die Satzung der Gesellschaft abzuändern und neu zu formulieren, um die oben genannten Beschlüsse widerzuspiegeln.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Iris Topco S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise sowie die Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direktem oder indirektem Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann garantieren, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzen oder Regulierungsmaßnahmen, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000), eingeteilt in (i) fünfhundert Klasse A (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25) und (ii) fünfhundert Klasse B (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann ihre anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Jede Anteilsklasse wird in Verbindung mit dem Erwerb oder der Durchführung eines spezifischen direkten oder indirekten Investments ausgegeben (jedes ein „Spezifisches Investment“), soweit hiernach nicht anders angegeben. Der, der Gesellschaft gezahlte Zeichnungspreis bei der Ausgabe der Anteile (um Zweifel zu vermeiden einschließlich jedes Anteilsprämien) (der „Zeichnungspreis“), abzüglich aller durch die Gesellschaft, bezüglich der Anteilsausgabe, einschließlich, aber nicht beschränkt auf, Gesellschaftssteuer, Notargebühren und Veröffentlichungskosten („Emissionskosten“) zu zahlenden Kosten, soll direkt oder indirekt in ein und demselben Spezifischen Investment investiert werden.

Das Spezifische Investment bezüglich Klasse A bezieht sich auf Klasse A Portfolio.

Das Spezifische Investment bezüglich Klasse B bezieht sich auf Klasse B Portfolio.

In Bezug auf jedes Spezifische Investment wird der alleinige Geschäftsführer, beziehungsweise die Geschäftsführung, in der Buchführung der Gesellschaft wie folgt eine separate Abteilung der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten aufstellen:

- Der Zeichnungspreis der relevanten Anteilsklasse, die Zahlung ins Anteilsprämienkonto, Erlöse aus Gesellschafterdarlehen, Preferred Equity Certificates, Schulden oder andere Instrumente, wandelbar oder nicht, welche von Zeit zu Zeit der Gesellschaft gewährt, oder durch die Gesellschaft gewährt werden, von oder an ihre(n) Anteilsinhaber(r), in Verbindung mit dem relevanten Spezifischen Investment, sowie Vermögenswerte welche mit solchen Mitteln der Gesellschaft beigegeben oder von ihr geliehen wurden, sollen in der Buchhaltung der Gesellschaft der, des spezifischen Investments zugewiesenen separaten Abteilung, angewendet werden;

- Alle Einkommen oder Einlöse welche die Gesellschaft verdient, oder irgendwelche Vermögenswerte, abgeleitet von den Vermögenswerten die einer separaten Abteilung der Buchführung zugewiesen sind, werden dieser separaten Abteilung zugewiesen;

- Jegliche Verbindlichkeit, Kosten und Ausgaben (einschließlich Provisionen) bezüglich der Vermögenswerte die einer separaten Abteilung zugerechnet werden, oder jeglicher in Verbindung mit einer separaten Abteilung oder einem Vermögenswertes einer separaten Abteilung, oder in Verbindung mit der Ausgabe von Gesellschaftsanteilen oder anderer Instrumente der betroffenen Klasse (z.B. Emissionskosten), getroffenen Handlung, sowie alle administrativen Kosten, Steuerverpflichtungen und andere Kosten und Ausgaben der Gesellschaft welche dem relevanten Spezifischen Investment zugerechnet werden können, oder die Durchführung und Verwaltung dieser Abteilung, sollen dieser separaten Abteilung zugerechnet werden;

- Im Falle von Verbindlichkeit oder Aufwendung der Gesellschaft welche nicht einer separaten Abteilung zugerechnet werden können, wird diese Verbindlichkeit oder Aufwendung pro rata zu den Nettovermögenswerten (wie hierfolgt definiert) jeder separaten Abteilung zwischen den existierenden Abteilungen oder pro rata zwischen den relevanten Abteilungen auf welche diese Verbindlichkeit oder Aufwendung fällt aufgeteilt;

- Jedwede Ausschüttungen oder Auszahlungen (einschließlich Zahlungen welche im Falle eines Anteilsrückkaufs durch die Gesellschaft fällig werden würden) an die Gesellschafter bezüglich einer Abteilung sollen die Nettovermögenswerte (wie hierfolgt definiert) dieser Abteilung mindern;

- Die Nettovermögenswerte jeder Abteilung („Nettovermögenswerte“) entsprechen der Summe des Wertes des spezifischen Investments dieser Abteilung und aller weiteren Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten, Kosten und Ausgaben welche gemäß dieser Satzung dieser Abteilung zugerechnet werden können

Zur Vermeidung jeglicher Zweifel, soll jeder Bezug auf die Nettovermögenswerte in dieser Satzung so verstanden werden, dass er die berechneten Nettovermögenswerte der Spezifischen Investments die auf eine spezifische Anteilsklasse zugewiesen sind in der eigens dafür geschaffenen Abteilung der Geschäftsbücher der Gesellschaft zusammengefasst werden, umfasst.

Jedwedes Anteilsprämien welches in Bezug auf die Ausgabe einer spezifischen Anteilsklasse (oder Anteilsunterklasse) eingezahlt wurde, wird auf das Anteilsprämienkonto eingezahlt welches der spezifischen Anteilsklasse (oder Anteilsunterklasse) der Gesellschaft entspricht. Bezüglich jeglicher Zahlung oder Einzahlung in eines der Anteilsprämienkonto, welche in Übereinstimmung mit luxemburgischem Gesetz sowie Rechnungslegungsvorschriften getätigt wird, soll festgelegt werden, auf welche Anteilsklasse (oder Anteilsunterklasse) sie sich bezieht. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung, haben die Befugnis jede Einzahlung an eine Spezifische Anteilsklasse (oder Anteilsunterklasse) zu bestätigen falls nicht anders angegeben. Jede verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden. Außerdem können die Vermögensrechte der Gesellschafter durch einen privatschriftlichen Vertrag zwischen den Gesellschafter geregelt werden. Insofern es Unstimmigkeiten zwischen den Bestimmungen dieses Vertrags und der Satzung der Gesellschaft gibt, so sind die in einem solchen Vertrag dargelegten Grundsätze bezüglich der Vermögenswerte, maßgebend.

Art. 6. Annullierung einer gesamten Anteilsklasse und Herabsetzung des Stammkapitals. Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch die Annullierung von Anteilen herabgesetzt werden, einschließlich der Annullierung einer oder mehrerer Anteilsklassen durch den Rückkauf und die Annullierung aller ausgegebenen Anteile bezüglich der relevanten Anteilsklasse, durch Zustimmung der Gesellschafterversammlung mit dem Quorum und der Mehrheit welche für eine Änderung der Satzung nötig wären.

Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapital durch den Rückkauf und die Annullierung einer oder mehrerer Anteilsklassen sollen die Anteilsinhaber der rückgekauften und annullierten Anteile einen Betrag entsprechend des Annullierungswert pro Anteil (wie hierfolgt definiert) der relevanten Anteilsklasse, welchen sie hielten und welcher annulliert wurde, von der Gesellschaften erhalten.

Die Geschäftsführung soll im Falle einer Herabsetzung des Grundkapitals durch den Rückkauf und die Annullierung einer Anteilsklasse, den Klassenausschüttfähigen Betrag für die rückgekauft Klasse berechnen (immer abhängig von der Summe der verfügbaren Gewinne, Agio und Reserven der Gesellschaft) anhand des Zwischenabschlusses der Gesellschaft sowie des internen Zwischenabschlusses bezüglich der relevanten Klasse welcher gemäß Artikel 5 angefertigt werden soll, jeweils nicht älter als acht (8) Tage (zusammen die „Zwischenabschlüsse“).

„Klassenausschüttfähiger Betrag“ bedeutet die Gesamtsumme der Nettogewinne, verfügbaren Reserven sowie Anteilsprämie der Gesellschaft (einschließlich Gewinnvortrag) betreffend das Spezifische Investment zu welcher die relevante Anteilsklasse gehört (i) zuzüglich des Betrages der Herabsetzung des Stammkapitals betreffend der zurückgekauften Anteilsklasse (und etwaiger Verringerung der gesetzlichen Reserven betreffend die Reduzierung des Stammkapitals bezüglich der betroffenen Anteilsklasse) aber (ii) abzüglich etwaiger Anlageverluste betreffend diese Klasse (zuzüglich Verlustvorträgen) und (iii) abzüglich etwaiger Summen welche gemäß Gesetz oder Satzung in Reserve(n) eingebracht werden müssen, jeweils in den entsprechenden Zwischenabschlüssen aufgeführt (ohne, um jeden Zweifel auszuschließen, Doppelzählung), sodass:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + R)$$

Womit:

AA = Klassenausschüttfähiger Betrag

NP = Gesamtheit aller Nettoerträge (einschließlich jeglicher Gewinnvorträge)

P = jede freie ausschüttbare Anteilsprämie und andere freie ausschüttbare Rücklage

CR = der Herabsetzung des Gesellschaftskapitals und die Herabsetzung der gesetzlichen Rücklagen bezüglich der zu annullierende Klasse

L = Anlageverluste

LR = jegliche in die Rücklagen einzuzahlende Summen gemäß den Bestimmungen des Gesetzes oder der Gesellschaftssatzung.

„Klasse A Portfolio“ bedeutet das Investment durch Anteile, Anteilsprämienkonto, Darlehen, Preferred Equity Certificates oder andere Instrumente, wandelbar oder nicht, oder auf anderem Wege in Iris Holdco S.à r.l. (wurde unbenannt in Iris Pledgeco S.à r.l.), société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts, mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter Nummer B 194.078 (und die Basiswerte, Filialen und juristische Personen), aber nur für die gezeichneten oder erworbenen Instrumente bezüglich direkter oder indirekter Finanzierung des Projects Iris, mit Ausnahme von Instrumenten gezeichnet oder erworben bezüglich anderer Projekte und besonders Project Astral.

„Klasse B Portfolio“ bedeutet das Investment durch Anteile, Anteilsprämienkonto, Darlehen, Preferred Equity Certificates oder andere Instrumente, wandelbar oder nicht, oder auf anderem Wege in Iris Holdco S.à r.l. (wurde unbenannt in Iris Pledgeco S.à r.l.), eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts, mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter Nummer B 194.078 (und die Basiswerte, Filialen und juristische Personen), aber nur für die gezeichneten oder erworbenen Instrumenten bezüglich direkter oder indirekter Finanzierung des Projects Astral, mit Ausnahme von Instrumente gezeichnet oder erworben bezüglich anderer Projekte und besonders Project Iris.

„Anlageverluste“ bezeichnet etwaige Verluste (einschließlich Verlustvorträge bezüglich des relevanten Spezifischen Investments) sowie etwaige Kosten, Gebühren und Ausgaben betreffend das Spezifische Investment (einschließlich der Rückzahlung durch die Gesellschaft jedweder Schulden welche in Folge der Verwaltung des relevanten Spezifischen Investments aufgetreten sind), und einen Betrag in Höhe des pro rata Teils berechnet an den allgemeinen Geschäftskosten (fair aber unwiderruflich festgesetzt von der Geschäftsführung) und nicht erstattungsfähiger Verluste der Gesellschaft. Um den „Anteilsannullierungswert pro Anteil“ zu berechnen wird der Annullierungsbetrag der Anteilsklasse durch die Anzahl der ausgegebenen Anteile der betroffenen Anteilsklasse, welche zurückgekauft und annulliert werden, geteilt.

Der „Annullierungsbetrag der Anteilsklasse“ wird vom alleinigen Geschäftsführer beziehungsweise der Geschäftsführung bestimmt und von der Gesellschafterversammlung auf Basis des Zwischenberichts genehmigt. Immer vorbehaltlich der Summe der verfügbaren Nettogewinne, Reserven oder Anteilsprämie der Gesellschaft, wird der Annullierungsbetrag der Anteilsklasse für die zurückzukaufende und annullierende Anteilsklasse, der Klassenausschüttfähige Betrag sein, sofern nicht anderweitig durch die Gesellschafterversammlung in der Art und Weise bestimmt wie für eine Änderung der Satzung vorgesehen, vorausgesetzt dass der Annullierungsbetrag der Anteilsklasse nie höher sein soll als der Klassenausschüttfähige Betrag und ferner, dass der Annullierungsbetrag der Anteilsklasse nie höher sein soll als die Gesamtsumme der verfügbaren Nettogewinne, Reserven und Anteilsprämie der Gesellschaft. Bei Rückkauf und Annullierung der Anteile einer relevanten Klasse, wird der Anteilsannullierungswert durch die Gesellschaft fällig und zahlbar.

Art. 7. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 8. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, die Geschäfte der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung, einschließlich spezifische Befugnissen welche gemäß spezifischen Auflagen der Satzung eingebracht würden.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratssitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 9. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich der unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig Eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

- (i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;
- (ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder
- (iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 10. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 11. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als vierzig (40) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 12. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres mit Aufnahme vom ersten Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt und am 31. Dezember 2015 endet.

Art. 13. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 14. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf (trotz des Investment Überschusses einer Anteilsklasse). Gewinnausschüttung in einer Klasse soll nur durch Investment Überschuss bezüglich dieser Klasse erlaubt werden (mit Vorbehalt des Obenerwähnten).

„Investment Überschuss“ umfasst jegliches Einkommen des letzten Geschäftsjahres zuzüglich Gewinnvorträge und ausgeschüttet Rückgabe jeglicher teilweisen oder kompletten Veräußerung bezüglich relevante Spezifische Investment (Veräußerung bedeutet Transfers sowie Einlagen jeder Art) sowie jegliche Dividenden und andere Ausschüttungen, Zinsen, Renditen, finanzielle Spielraum (financial margin), Tilgungszahlungen, oder anderes Einkommen und Erträge welche vom relevanten Spezifischen Investment, sowie Vermögenswerten und Reserven welche die Gesellschaft bekommen hat beziehungsweise ihr zugerechnet werden können hinsichtlich der Ausgabe der relevanten Anteilsklassen wie beispielsweise das Agio oder jedwede Gewinne (betreffend das relevante Investment(s)), vorgetragen, ableiten lassen; abzüglich jeder Kosten, Gebühren und Ausgaben im Zusammenhang mit dem relevanten Spezifischen Investment (einschließlich Rückzahlungen der Gesellschaft jedweder im Zusammenhang mit der Verwaltung der relevanten Spezifischen Investments), und einen Betrag in Höhe des pro rata Teils berechnet an den allgemeinen Geschäftskosten (fair aber unwiderruflich festgesetzt vom alleinigen Geschäftsführer beziehungsweise der Geschäftsführung) und nicht erstattungsfähiger Verluste der Gesellschaft.

Der Kontostand kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, das Anteilsprämienkonto den Anteilsinhaber auszuschütten, aber nur zu dessen Anteilsinhaber der angehörigen Klasse des Anteilsprämienkontos. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 15. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Bei Auflösung der Gesellschaft umfasst der Liquidationserlös jeder Klasse, die Summe welche dieser Klasse bezüglich des relevanten Spezifischen Investments gegebenenfalls zusteht. Jede Anteilsklasse ist am Liquidationserlös berechtigt, festgelegt anhand des relevanten Spezifischen Investments auf welches sich die Klasse bezieht.

Erstens werden alle Schulden und Verpflichtungen der Gesellschaft (unabhängig eines Spezifischen Investments) gezahlt. Solche Schulden und Verpflichtungen werden der Anteilsklasse zugerechnet welcher sie angehören (z.B. weil sie in Zusammenhang mit dem relevanten Spezifischen Investment dieser Klasse stehen) oder, sollte dies nicht umsetzbar sein, proportional zwischen allen Anteilsklassen, zum Anteil des Gesellschaftskapital welches sie vertreten.

Anschließend werden alle relevanten Verpflichtungen bezüglich jeder Anteilsklasse, welche in separaten Kategorien der Spezifischen Investments angezeigt werden, den Vermögensanlagen welche der spezifischen Klasse insbesondere dem Spezifischen Investment dieser Klasse sowie jeglicher Reserven die dieser Klasse angerechnet werden können, entgegengesetzt. Vermögenswerte welche keiner spezifischen Klasse zugerechnet werden können, werden pro rata zwischen allen Anteilsklassen aufgeteilt.

In dem Maß, dass die so bestimmte Summe für eine Klasse negativ sein sollte, wird diese Klasse kein Anspruch auf jeglichen Liquidationserlös haben. Die relevante Negativsumme, wird unter allen Anteilsklassen welche eine positive Summe aufweisen können anteilig aufgeteilt bis zu dieser positiven Summe. Jeder innerhalb einer Klasse von Anteilen verbleibende Überschuss (der „Klassenüberschuss“) wird unter den Anteilsinhabern dieser relevanten Anteilsklasse ausgeschüttet.

Art. 16. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 17. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Akte entstehen werden, werden auf ungefähr EUR 1.550,- geschätzt.

Der unterzeichnende Notar, welcher der deutschen und englischen Sprache kundig ist, bestätigt hiermit, dass, auf Anfrage der erschienenen Partei, vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, und dass, im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgebend ist.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Vollmachtnehmer der erschienenen Partei, hat dieser mit dem amtierenden Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet : S. LE MAREC, L. GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 06 août 2015. Relation: 1LAC/2015/25125. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. August 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015140890/780.

(150153309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Deerfield Imaging S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.445.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 199.409.

In the year two thousand and fifteen, on the eleventh of August.

Before the undersigned, Maître Danielle KOLBACH, Notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

Deerfield Special Situations Fund, L.P., an international limited partnership incorporated under the laws of Delaware (United States), having its registered office at Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, DE, Delaware, United States, registered with the Tax ID number 20-3665010 (the "Shareholder 1");

Deerfield Private Design International II, L.P., a BVI limited liability company, having its registered office at Bison Court, PO Box 3460, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, registered with the Tax ID number 98-0630577 (the "Shareholder 2");

and

Deerfield Private Design Fund II, L.P., an international limited partnership incorporated under the laws of Delaware (United States), having its registered office at Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, DE, Delaware, United States, registered with the Tax ID number 27-0253316 (the "Shareholder 3");

Shareholder 1, Shareholder 2 and Shareholder 3 are hereinafter collectively referred to as the "Shareholders";

here represented by Ms. Sara Lecomte, notary clerk, whose professional address is in Redange-sur-Attert, by virtue of a powers of attorney given under private seal, After signature ne varietur by the authorized representative of the appearing parties and the undersigned notary, the powers of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing parties, represented as stated above, have requested the undersigned notary to record the following:

I. That Deerfield Imaging S.à r.l. is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly incorporated on August 10, 2015 pursuant to a deed drawn up by the undersigned notary and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered address at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in process of registration with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) and having a share capital of twenty thousand US Dollars (USD 20,000.-) (the Company).

II. that the Shareholder 1 holds five hundred twenty (520) Class A Shares, five hundred twenty (520) Class B Shares, five hundred twenty (520) Class C Shares, five hundred twenty (520) Class D Shares, five hundred twenty (520) Class E Shares, five hundred twenty (520) Class F Shares, five hundred twenty (520) Class G Shares, five hundred twenty (520) Class H Shares, five hundred twenty (520) Class I Shares and five hundred twenty (520) Class J Shares in registered form, having a nominal value of one US dollar (USD 1.-) each, all subscribed and fully paid up and representing twenty-six percent (26%) of the issued and outstanding shares of the Company.

III. that the Shareholder 2 holds seven hundred eighty (780) Class A Shares, seven hundred eighty (780) Class B Shares, seven hundred eighty (780) Class C Shares, seven hundred eighty (780) Class D Shares, seven hundred eighty (780) Class E Shares, seven hundred eighty (780) Class F Shares, seven hundred eighty (780) Class G Shares, seven hundred eighty (780) Class H Shares, seven hundred eighty (780) Class I Shares, seven hundred eighty (780) Class J Shares in registered form, having a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each, all subscribed and fully paid up and representing thirty-nine percent (39%) of the issued and outstanding shares of the Company.

IV. that the Shareholder 3 holds seven hundred (700) Class A Shares, seven hundred (700) Class B Shares, seven hundred (700) Class C Shares, seven hundred (700) Class D Shares, seven hundred (700) Class E Shares, seven hundred (700) Class F Shares, seven hundred (700) Class G Shares, seven hundred (700) Class H Shares, seven hundred (700) Class I Shares,

seven hundred (700) Class J Shares in registered form, having a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each, all subscribed and fully paid up and representing thirty-five percent (35%) of the issued and outstanding shares of the Company.

V. that the twenty thousand (20,000) shares having a par value of one US dollar (USD 1.-) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the Shareholders expressly states having been duly informed beforehand.

Agenda

1. Waiving of convening notice right;

2. Increase of the share capital of the Company by one million four hundred twenty-five thousand US Dollars (USD 1,425,000.-) from twenty thousand US Dollars (USD 20,000.00) to one million four hundred forty-five thousand US Dollars (USD 1,445,000.00) through the issue of one million four hundred twenty-five thousand (1,425,000) new shares of a par value of one US Dollars (USD 1.00) each, subject to the payment of a share premium of eight million seventy-five thousand US Dollars (USD 8,075,000.00) out of which one hundred and forty-two thousand five hundred US Dollars (USD 142,500.00) shall be allocated to the legal reserve, the whole to be fully paid up through a contribution in kind;

3. Subsequent amendment of Article 4.1 of the articles of association of the Company;

4. Miscellaneous.

The appearing party, represented as stated above, representing the entire share capital, takes the following resolutions:

First resolution

It is resolved that the Shareholders waive their right to the prior notice of the current meeting, acknowledge being sufficiently informed beforehand on the agenda, consider being validly convened and therefore agree to deliberate and vote upon all the items of the agenda. The Shareholders resolve further that all the documentation produced to the meeting has been put at their disposal within a sufficient period of time in order to allow them to examine carefully each document.

Second resolution

The Shareholders resolve to increase the share capital of the Company by an amount of one million four hundred twenty-five thousand US Dollars (USD 1,425,000.-) in order to bring it from its present amount of twenty thousand US Dollars (20,000.00) to one million four hundred forty-five thousand US Dollars (USD 1,445,000.00), by the issue of one million four hundred twenty-five thousand (1,425,000) new shares in registered form, having a nominal value of one US Dollars (USD 1.00) each and divided into the following classes of shares (each, a "Class of Shares"):

(i) One hundred and forty-two thousand five hundred (142,500) class A shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each (the "Class A Shares) held by the Shareholders;

(ii) One hundred and forty-two thousand five hundred (142,500) class B shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each (the "Class B Shares) held by the Shareholders;

(iii) One hundred and forty-two thousand five hundred (142,500) class C shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each (the "Class C Shares) held by the Shareholders;

(iv) One hundred and forty-two thousand five hundred (142,500) class D shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each (the "Class D Shares) held by the Shareholders;

(v) One hundred and forty-two thousand five hundred (142,500) class E shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each (the "Class E Shares) held by the Shareholders;

(vi) One hundred and forty-two thousand five hundred (142,500) class F shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each (the "Class F Shares) held by the Shareholders;

(vii) One hundred and forty-two thousand five hundred (142,500) class G shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each (the "Class G Shares) held by the Shareholders;

(viii) One hundred and forty-two thousand five hundred (142,500) class H shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each (the "Class H Shares) held by the Shareholders;

(ix) One hundred and forty-two thousand five hundred (142,500) class I shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each (the "Class I Shares) held by the Shareholders;

(x) One hundred and forty-two thousand five hundred (142,500) class J shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each (the "Class J Shares) held by the Shareholders;

The Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares, Class D Shares, Class E Shares, Class F Shares, Class G Shares, Class H Shares, Class I Shares and Class J Shares are together referred to as the "Shares".

The Shareholders expressly resolve to accept and record the following subscription for and the full payment of the share capital increase as follows:

Subscription - Payment

Thereupon, the newly issued shares are subscribed and fully paid-up as follows:

1) the Shareholder 1, represented as stated above, declares to subscribe to three hundred and seventy thousand five hundred (370,500) shares, and fully pays them up by way of a contribution in kind of a receivable amounting to USD

2,470,000.00 due under agreement by IMRIS Inc., a Canadian Corporation (“IMRIS”), to the Shareholder 1 (the “Receivable 1”).

The existence and book value of the Receivable 1 contributed to the Company has been certified to the undersigned notary by a valuation certificate dated August 11, 2015 issued by the Company and acknowledged and agreed by the Shareholder 1.

The valuation certificate, after signature ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration.

The value of the Receivable 1 shall entirely be allocated:

- to the nominal share capital account of the Company for an amount of three hundred and seventy thousand five hundred US Dollars (USD 370,500.00) divided as follow:

- * thirty-seven thousand and fifty (37,050) Class A Shares,
- * thirty-seven thousand and fifty (37,050) Class B Shares,
- * thirty-seven thousand and fifty (37,050) Class C Shares,
- * thirty-seven thousand and fifty (37,050) Class D Shares,
- * thirty-seven thousand and fifty (37,050) Class E Shares,
- * thirty-seven thousand and fifty (37,050) Class F Shares,
- * thirty-seven thousand and fifty (37,050) Class G Shares,
- * thirty-seven thousand and fifty (37,050) Class H Shares,
- * thirty-seven thousand and fifty (37,050) Class I Shares,
- * thirty-seven thousand and fifty (37,050) Class J Shares.

- to the share premium account for an amount of two million sixty-two thousand four hundred and fifty US Dollars (USD 2,062,450.00);

- to the legal reserve for an amount of thirty-seven thousand and fifty US Dollars (USD 37,050.00).

2) the Shareholder 2, represented as stated above, declares to subscribe to five hundred and sixty-three thousand one hundred and sixty (563,160) shares, and fully pays them up by way of a contribution in kind of a receivable amounting to USD 3,754,400.00 due under agreement by IMRIS to the Shareholders 2 (the “Receivable 2”).

The existence and book value of the Receivable 2 contributed to the Company has been certified to the undersigned notary by a valuation certificate form dated August 11, 2015 issued by the Company and acknowledged and agreed by Shareholder 2. The valuation certificate, after signature ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration.

The value of the Receivable 2 shall entirely be allocated:

- to the nominal share capital account of the Company for an amount of five hundred and sixty-three thousand one hundred and sixty US Dollars (USD 563,160.00) divided as follow:

- * fifty-six thousand three hundred and sixteen (56,316) Class A Shares,
- * fifty-six thousand three hundred and sixteen (56,316) Class B Shares,
- * fifty-six thousand three hundred and sixteen (56,316) Class C Shares,
- * fifty-six thousand three hundred and sixteen (56,316) Class D Shares,
- * fifty-six thousand three hundred and sixteen (56,316) Class E Shares,
- * fifty-six thousand three hundred and sixteen (56,316) Class F Shares,
- * fifty-six thousand three hundred and sixteen (56,316) Class G Shares,
- * fifty-six thousand three hundred and sixteen (56,316) Class H Shares,
- * fifty-six thousand three hundred and sixteen (56,316) Class I Shares,
- * fifty-six thousand three hundred and sixteen (56,316) Class J Shares.

- to the share premium account for an amount of three million one hundred and thirty-four thousand nine hundred and twenty-four US Dollars (USD 3,134,924.00);

- to the legal reserve for an amount of fifty-six thousand three hundred and sixteen US Dollars (USD 56,316.00).

3) the Shareholder 3, represented as stated above, declares to subscribe to four hundred and ninety-one thousand three hundred and forty (491,340) shares, and fully pays them up by way of a contribution in kind of a receivable to USD 3,275,600.00 due under agreement by IMRIS to the Shareholders 3 (the “Receivable 3”).

The existence and book value of the Receivable 3 contributed to the Company has been certified to the undersigned notary by a valuation certificate form dated August 11, 2015 issued by the Company and acknowledged and agreed by the Shareholder 3.

The valuation certificate, after signature ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration.

The value of the Receivable 3 shall entirely be allocated:

- to the nominal share capital account of the Company for an amount of four hundred and ninety-one thousand three hundred and forty US Dollars (USD 491,340.00) divided as follow:

- * forty-nine thousand one hundred and thirty-four (49,134) Class A Shares,
- * forty-nine thousand one hundred and thirty-four (49,134) Class B Shares,
- * forty-nine thousand one hundred and thirty-four (49,134) Class C Shares,
- * forty-nine thousand one hundred and thirty-four (49,134) Class D Shares,
- * forty-nine thousand one hundred and thirty-four (49,134) Class E Shares,
- * forty-nine thousand one hundred and thirty-four (49,134) Class F Shares,
- * forty-nine thousand one hundred and thirty-four (49,134) Class G Shares,
- * forty-nine thousand one hundred and thirty-four (49,134) Class H Shares,
- * forty-nine thousand one hundred and thirty-four (49,134) Class I Shares,
- * forty-nine thousand one hundred and thirty-four (49,134) Class J Shares.

- to the share premium account for an amount of two million seven hundred and thirty-five thousand one hundred and twenty-six US Dollars (USD 2,735,126.00);

- to the legal reserve for an amount of forty-nine thousand one hundred and thirty-four US Dollars (USD 49,134.00).

As a result, the share capital of the Company is composed as follows:

Shareholder	Number of shares
Shareholder 1	375,700 shares
Shareholder 2	570,960 shares
Shareholder 3	498,340 shares

Third resolution

As a result of the above share capital increase, the Shareholders resolve to amend article 4.1 of the Articles (without any change to article 4.1.1 and 4.1.2), which shall henceforth read as follows:

“The subscribed share capital of the Company is one million four hundred forty-five thousand US Dollars (USD 1,445,000.00) divided into the following classes of shares (each, a “Class of Shares”):

- One hundred and forty-four thousand five hundred (144,500) class A shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each (the “Class A Shares) held by the Shareholders;
- One hundred and forty-four thousand five hundred (144,500) class B shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each (the “Class B Shares) held by the Shareholders;
- One hundred and forty-four thousand five hundred (144,500) class C shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each (the “Class C Shares) held by the Shareholders;
- One hundred and forty-four thousand five hundred (144,500) class D shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each (the “Class D Shares) held by the Shareholders;
- One hundred and forty-four thousand five hundred (144,500) class E shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each (the “Class E Shares) held by the Shareholders;
- One hundred and forty-four thousand five hundred (144,500) class F shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each (the “Class F Shares) held by the Shareholders;
- One hundred and forty-four thousand five hundred (144,500) class G shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each (the “Class G Shares) held by the Shareholders;
- One hundred and forty-four thousand five hundred (144,500) class H shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each (the “Class H Shares) held by the Shareholders;
- One hundred and forty-four thousand five hundred (144,500) class I shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each (the “Class I Shares) held by the Shareholders;
- One hundred and forty-four thousand five hundred (144,500) class J shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each (the “Class J Shares) held by the Shareholders;

The Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares, Class D Shares, Class E Shares, Class F Shares, Class G Shares, Class H Shares, Class I Shares and Class J Shares are together referred to as the “Shares”.”

Fourth resolution

The Shareholders resolve to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes and empower and authorize any manager of the Company, each acting individually to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately four thousand five hundred euros (EUR 4,500.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Redange-sur-Attert, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le onze août,

Par devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu

Deerfield Special Situations Fund, L.P., une société, enregistrée sous les lois du Delaware (United States), ayant son siège social à Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, DE, Delaware, Etats-Unis, enregistrée avec le numéro de taxe 20-3665010 (l'«Associé 1»);

Deerfield Private Design International II, L.P., une société établie aux Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social à Bison Court, PO Box 3460, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques avec le numéro de tax 98-0630577 (l'«Associé 2»);

Et

Deerfield Private Design Fund II, L.P., une société, enregistrée sous les lois du Delaware (United States), ayant son siège social à Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, DE, Delaware, Etats-Unis, avec le numéro de tax 27-0253316 (l'«Associé 3»); représentée par Madame Sara Lecomte, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à Redange-sur-Attert, en vertu de procurations données sous seing privé.

Après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, lesdites procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Deerfield Imaging S. à r.l. dûment constituée le 10 août 2015 conformément à un acte notarié établi par le notaire instrumentant et existante en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours de constitution au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, et disposant d'un capital social de vingt mille Dollars américains (USD 20.000,-) (la «Société»).

II. L'Associé 1 détient cinq cent vingt (520) Parts Sociales de Catégorie A, cinq cent vingt (520) Parts Sociales de Catégorie B, cinq cent vingt (520) Parts Sociales de Catégorie C, cinq cent vingt (520) Parts Sociales de Catégorie D, cinq cent vingt (520) Parts Sociales de Catégorie E, cinq cent vingt (520) Parts Sociales de Catégorie F, cinq cent vingt (520) Parts Sociales de Catégorie G, cinq cent vingt (520) Parts Sociales de Catégorie H, cinq cent vingt (520) Parts Sociales de Catégorie I, cinq cent vingt (520) Parts Sociales de Catégorie J, d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1.00) chacune, toutes souscrites et intégralement libérées, représentant vingt-six pourcents (26%) des actions émises de la société.

III. L'Associé 2 détient sept cent quatre-vingt (780) Parts Sociales de Catégorie A, sept cent quatre-vingt (780) Parts Sociales de Catégorie B, sept cent quatre-vingt (780) Parts Sociales de Catégorie C, sept cent quatre-vingt (780) Parts Sociales de Catégorie D, sept cent quatre-vingt (780) Parts Sociales de Catégorie E, sept cent quatre-vingt (780) Parts Sociales de Catégorie F, sept cent quatre-vingt (780) Parts Sociales de Catégorie G, sept cent quatre-vingt (780) Parts Sociales de Catégorie H, sept cent quatre-vingt (780) Parts Sociales de Catégorie I, sept cent quatre-vingt (780) Parts Sociales de Catégorie J, d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1.00) chacune, toutes souscrites et entièrement payées, représentant vingt-six pourcents (26%) des actions émises de la société.

IV. L'Associé 3 détient sept cents (700) Parts Sociales de Catégorie A, sept cents (700) Parts Sociales de Catégorie B, sept cents (700) Parts Sociales de Catégorie C, sept cents (700) Parts Sociales de Catégorie D, sept cents (700) Parts Sociales de Catégorie E, sept cents (700) Parts Sociales de Catégorie F, sept cents (700) Parts Sociales de Catégorie G, sept cents (700) Parts Sociales de Catégorie H, sept cents (700) Parts Sociales de Catégorie I, sept cents (700) Parts Sociales de Catégorie J, d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,00) chacune, toutes souscrites et entièrement payées, représentant vingt-six pourcents (26%) des actions émises de la société.

V. Vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur d'un Dollar américain (USD 1,00) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement décider de tous les points de l'ordre du jour sur lesquels l'associé unique reconnaît expressément avoir été dûment et préalablement informé.

Ordre du jour

1. Renonciation aux droits de convocation préalable

2. Augmentation du capital de la Société d'un montant de un million quatre cent vingt-cinq mille Dollars américains (USD 1.425.000,00) afin de le porter de son montant actuel de vingt mille Dollars américains (USD 20.000,00) à un million quatre cent quarante-cinq mille Dollars américains (USD 1.445.000,00), par l'émission de un million quatre cent vingt-

cinq mille (1.425.000) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune, soumise au paiement d'une prime d'émission de huit million soixante-quinze mille Dollars américains (USD 8.075.000,00) dont cent quarante-deux mille cinq cent Dollars américains (USD 142.500,00) doivent être affectés à la réserve légale, le tout entièrement payé par la contribution en nature;

3. Modification de l'Article 4.1 des Statuts de la Société;

4. Divers.

Les parties comparantes, représentées tel que décrit ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social, décide de prendre les résolutions suivantes:

Première résolution:

Les Associés renoncent à leurs droits de convocation, reconnaissent être suffisamment informés au préalable des points portés à l'ordre du jour, considère être valablement convoqués et par conséquent acceptent de délibérer et de voter tous les éléments de l'ordre du jour. Les Associés reconnaissent aussi que tous les documents en lien avec l'ordre du jour ont été mis à leur disposition dans un délai suffisant pour leur permettre de les examiner attentivement.

Seconde résolution

Les Associés décident d'augmenter le capital social de la Société par un montant de un million quatre cent vingt-cinq mille Dollars américains (USD 1.425.000,00) afin de le porter de son montant actuel de vingt mille Dollars américains (USD 20.000,00) à un million quatre cent quarante-cinq mille Dollars américains (USD 1.445.000,00), par l'émission d'un million quatre cent vingt-cinq mille (1.425.000), nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un Dollar américains (USD 1,-) chacune et réparties dans les catégories de parts sociales suivantes («Catégorie de Parts Sociales»):

(I) Cent quarante-deux mille cinq cents (142.500) parts sociales de catégorie A d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie A"), détenues par les Associés;

(II) Cent quarante-deux mille cinq cents (142.500) parts sociales de catégorie B d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie B"), détenues par les Associés;

(III) Cent quarante-deux mille cinq cents (142.500) parts sociales de catégorie C d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie C"), détenues par les Associés;

(IV) Cent quarante-deux mille cinq cents (142.500) parts sociales de catégorie D d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie D"), détenues par les Associés;

(V) Cent quarante-deux mille cinq cents (142.500) parts sociales de catégorie E d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie E"), détenues par les Associés;

(VI) Cent quarante-deux mille cinq cents (142.500) parts sociales de catégorie F d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie F"), détenues par les Associés;

(VII) Cent quarante-deux mille cinq cents (142.500) parts sociales de catégorie G d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie G"), détenues par les Associés;

(VIII) Cent quarante-deux mille cinq cents (142.500) parts sociales de catégorie H d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie H"), détenues par les Associés;

(IX) Cent quarante-deux mille cinq cents (142.500) parts sociales de catégorie I d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie I"), détenues par les Associés;

(X) Cent quarante-deux mille cinq cents (142.500) parts sociales de catégorie J d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie J"), détenues par les Associés;

Les Parts Sociales de Catégorie A, les Parts Sociales de Catégorie B, les Parts Sociales de Catégorie C, les Parts Sociales de Catégorie D, les Parts Sociales de Catégorie E, les Parts Sociales de Catégorie F, les Parts Sociales de Catégorie G, les Parts Sociales de Catégorie H, les Parts Sociales de Catégorie I et les Parts Sociales de Catégorie J sont ensemble désignées comme les "Parts Sociales".

Les Associés décident expressément d'accepter et d'enregistrer la souscription suivante à et la libération intégrale de l'augmentation de capital comme suit:

Souscription - Libération

Sur ce, les parts sociales nouvellement émises sont souscrites et libérées comme suit:

1) L'Associé 1, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à trois cent soixante-dix mille cinq cents (370.500) parts sociales et les libérer intégralement par un apport en nature d'une créance d'un montant de deux millions quatre cent soixante-dix mille Dollars américains (USD 2.470.000,-) dû contractuellement par IMRIS Inc., une société Canadienne («IMRIS»), à l'Actionnaire 1 (la «Créance 1»).

L'existence et la valeur comptable de la Créance 1 apportée à la Société a été prouvée au notaire instrumentant au moyen d'un certificat d'évaluation daté du 11 août 2015 produit par la Société et reconnu et accepté par l'Associé 1.

Le certificat d'évaluation, après avoir été signé, ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La valeur de la Créance 1 sera entièrement affectée:

- au compte de capital social de la société pour un montant de trois cent septante mille cinq cents Dollars américains (USD 370.500,-) réparti comme suit:

- * Trente-sept mille cinquante (37.050) Parts Sociales de Catégorie A;
- * Trente-sept mille cinquante (37.050) Parts Sociales de Catégorie B;
- * Trente-sept mille cinquante (37.050) Parts Sociales de Catégorie C;
- * Trente-sept mille cinquante (37.050) Parts Sociales de Catégorie D;
- * Trente-sept mille cinquante (37.050) Parts Sociales de Catégorie E;
- * Trente-sept mille cinquante (37.050) Parts Sociales de Catégorie F;
- * Trente-sept mille cinquante (37.050) Parts Sociales de Catégorie G;
- * Trente-sept mille cinquante (37.050) Parts Sociales de Catégorie H;
- * Trente-sept mille cinquante (37.050) Parts Sociales de Catégorie I;
- * Trente-sept mille cinquante (37.050) Parts Sociales de Catégorie J.

- Au compte de prime d'émission de la Société pour un montant de deux million soixante-deux mille quatre cent cinquante Dollars américains (USD 2.062.450,00);

- à la réserve légale pour un montant de trente-sept mille cinquante Dollars américains (USD 37.050,00).

2) L'Associé 2, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à cinq cent soixante-trois mille cent soixante (563.160) parts sociales et les libérer intégralement par un apport en nature d'une créance d'un montant de trois millions sept cent cinquante-quatre mille quatre cents Dollars américains (USD 3.754.400,-) dû contractuellement par IMRIS Inc., à l'Actionnaire 2 (la «Créance 2»).

L'existence et la valeur comptable de la Créance 2 apportée à la Société a été prouvée au notaire instrumentant au moyen d'un certificat d'évaluation daté du 11 août 2015 produit par la Société et reconnu et accepté par l'Associé 2.

Le certificat d'évaluation, après avoir été signé, ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La valeur de la Créance 2 sera entièrement affectée:

- au compte de capital social de la société pour un montant de cinq cent soixante-trois mille cent soixante Dollars américains (USD 563.160,-) réparti comme suit:

- * Cinquante-six mille trois cent seize (56.316) Parts Sociales de Catégorie A;
- * Cinquante-six mille trois cent seize (56.316) Parts Sociales de Catégorie B;
- * Cinquante-six mille trois cent seize (56.316) Parts Sociales de Catégorie C;
- * Cinquante-six mille trois cent seize (56.316) Parts Sociales de Catégorie D;
- * Cinquante-six mille trois cent seize (56.316) Parts Sociales de Catégorie E;
- * Cinquante-six mille trois cent seize (56.316) Parts Sociales de Catégorie F;
- * Cinquante-six mille trois cent seize (56.316) Parts Sociales de Catégorie G;
- * Cinquante-six mille trois cent seize (56.316) Parts Sociales de Catégorie H;
- * Cinquante-six mille trois cent seize (56.316) Parts Sociales de Catégorie I;
- * Cinquante-six mille trois cent seize (56.316) Parts Sociales de Catégorie J.

- au compte de prime d'émission de la Société pour un montant de trois millions cent trente-quatre mille neuf cent vingt-quatre Dollars américains (USD 3.134.924,00);

- à la réserve légale pour un montant de cinquante-six mille trois cent seize Dollars américains (USD 56.316,00).

3) L'Associé 3, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à quatre cent quatre-vingt-onze mille trois cent quarante (491.340) parts sociales et les libérer intégralement par un apport en nature d'une créance d'un montant de trois millions deux cent soixante-quinze mille six cents Dollars américains (USD 3.275.600,-) dû contractuellement par IMRIS Inc., à l'Actionnaire 3 (la «Créance 3»).

L'existence et la valeur comptable de la Créance 3 apportée à la Société a été prouvée au notaire instrumentant au moyen d'un certificat d'évaluation daté du 11 août 2015 produit par la Société et reconnu et accepté par l'Associé 3.

Le certificat d'évaluation, après avoir été signé, ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La valeur de la Créance 3 sera entièrement affectée:

- au compte de capital social de la société pour un montant de quatre cent quatre-vingt-onze mille trois cent quarante Dollars américains (USD 491.340,-) réparti comme suit:

- * Quarante-neuf mille cent trente-quatre (49.134) Parts Sociales de Catégorie A;
- * Quarante-neuf mille cent trente-quatre (49.134) Parts Sociales de Catégorie B;
- * Quarante-neuf mille cent trente-quatre (49.134) Parts Sociales de Catégorie C;
- * Quarante-neuf mille cent trente-quatre (49.134) Parts Sociales de Catégorie D;
- * Quarante-neuf mille cent trente-quatre (49.134) Parts Sociales de Catégorie E;

- * Quarante-neuf mille cent trente-quatre (49.134) Parts Sociales de Catégorie F;
- * Quarante-neuf mille cent trente-quatre (49.134) Parts Sociales de Catégorie G;
- * Quarante-neuf mille cent trente-quatre (49.134) Parts Sociales de Catégorie H;
- * Quarante-neuf mille cent trente-quatre (49.134) Parts Sociales de Catégorie I;
- * Quarante-neuf mille cent trente-quatre (49.134) Parts Sociales de Catégorie J.

- au compte de prime d'émission de la Société pour un montant de deux millions sept cent trente-cinq mille cent vingt-six Dollars américains (USD 2.735.126,00);

- à la réserve légale pour un montant de quarante-neuf mille cent trente-quatre Dollars américains (USD 49.134,00).

Il en résulte que, le capital social de la Société se compose comme suit:

Associé	Nombre de Parts Sociales
Associé 1	375.700 parts sociales ordinaires
Associé 2	570.960 parts sociales ordinaires
Associé 3	498.340 parts sociales ordinaires

Troisième résolution:

En conséquence de l'augmentation de capital ci-dessus, les Associés décident de modifier l'article 4.1 des Statuts (sans aucun changement des articles 4.1.1 et 4.1.2), qui aura désormais la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à un million quatre cent quarante-cinq mille Dollars américains (USD 1.445.000,-)

- Cent quarante-quatre mille cinq cents (144.500) parts sociales de catégorie A d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie A"), détenues par les Associés;

- Cent quarante-quatre mille cinq cents (144.500) parts sociales de catégorie B d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie B"), détenues par les Associés;

- Cent quarante-quatre mille cinq cents (144.500) parts sociales de catégorie C d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie C"), détenues par les Associés;

- Cent quarante-quatre mille cinq cents (144.500) parts sociales de catégorie D d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie D"), détenues par les Associés;

- Cent quarante-quatre mille cinq cents (144.500) parts sociales de catégorie E d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie E"), détenues par les Associés;

- Cent quarante-quatre mille cinq cents (144.500) parts sociales de catégorie F d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie F"), détenues par les Associés;

- Cent quarante-quatre mille cinq cents (144.500) parts sociales de catégorie G d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie G"), détenues par les Associés;

- Cent quarante-quatre mille cinq cents (144.500) parts sociales de catégorie H d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie H"), détenues par les Associés;

- Cent quarante-quatre mille cinq cents (144.500) parts sociales de catégorie I d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie I"), détenues par les Associés;

- Cent quarante-quatre mille cinq cents (144.500) parts sociales de catégorie J d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune (les "Parts Sociales de Catégorie J"), détenues par les Associés;

Les Parts Sociales de Catégorie A, les Parts Sociales de Catégorie B, les Parts Sociales de Catégorie C, les Parts Sociales de Catégorie D, les Parts Sociales de Catégorie E, les Parts Sociales de Catégorie F, les Parts Sociales de Catégorie G, les Parts Sociales de Catégorie H, les Parts Sociales de Catégorie I et les Parts Sociales de Catégorie J sont ensemble désignées comme les "Parts Sociales".»

Quatrième résolution

Les Associés décident de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus et de donner pouvoir et autoriser tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement de procéder pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Frais estimés

Les dépenses, coûts, honoraire et charges de quelque nature que ce soit qui incomberont à la Société du fait du présent acte s'élèvent approximativement à quatre mille cinq cents euros (EUR 4.500,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française. A la requête des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fait foi.

Dont, Acte, fait et passé à Redange-sur-Attert, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: S. LECOMTE, D KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 13 août 2015. Relation: DAC/2015/13627. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): J. THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 18 août 2015.

Référence de publication: 2015140731/439.

(150153440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Lisa Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3378 Livange, 24, rue Geespelt.

R.C.S. Luxembourg B 199.360.

— STATUTS

L'an deux mille quinze, le trente et unième jour du mois de juillet;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

A COMPARU:

La société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg "B.A.N.C. INVESTMENTS S.A.", établie et ayant son siège social à L-3378 Livange, 24, rue Geespelt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 198251,

ici dûment représentée par son administratrice unique Madame Carmela CIPRIANO, employée, demeurant professionnellement à L-3844 Schifflange, Z.I. Luxembourg Heck.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société anonyme qu'elle déclare constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

I. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, par les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de "LISA CAPITAL S.A.", (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. La durée la de Société est illimitée.

Art. 3. La Société pourra acquérir par voie de participation, de prise ferme ou d'option d'achat, tous brevets, marques, licences, marques de service, savoir-faire, ainsi que tous autres droits industriels, commerciaux ou de propriété intellectuelle, et plus généralement les détenir et accorder des licences, sous-licences, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées et sous-traiter la gestion et le développement de ces droits, marques, brevets et licences et obtenir et faire tous enregistrements requis à cet effet.

La Société pourra également prendre toute action nécessaire pour protéger les droits afférent aux brevets, marques, licences, marques de service, savoir-faire, et autres droits industriels, commerciaux ou de propriété intellectuelle, aux sous-licences et droits similaires contre les violations des tiers.

La Société pourra en outre effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

L'objet de la Société est également l'achat, la vente, la gestion et la location de tous immeubles, bâtis ou non bâtis, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Roeser (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

La Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une simple décision du conseil d'administration de la Société ou, dans le cas d'un administrateur unique, par une décision de l'administrateur unique.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310,-EUR) chacune.

Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi, racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le dernier jeudi du mois de juin à 11.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou téléfax un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée (i) par la signature collective de deux (2) administrateurs, (ii) par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou (iii) par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée, en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'administrateur unique.

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces Statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.
2. La première assemblée générale ordinaire se tiendra en 2016.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les cent (100) actions ont été souscrites par l'actionnaire unique, la société "B.A.N.C. INVESTMENTS S.A.", prédésignée et représentée comme dit ci-avant, et entièrement libérées par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Résolutions prises par l'actionnaire unique

La partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

- 1) Le siège social de la Société est établi à L-3378 Livange, 24, rue Geespelt.
- 2) Comme autorisé par la Loi et les Statuts, Madame Carmela CIPRIANO, employée, née à Hayange (France), le 2 septembre 1961, demeurant professionnellement à L-3844 Schifflange, Z.I. Luxembourg Heck (sans indication de numéro), est appelée à la fonction d'administratrice unique et exercera les pouvoirs dévolus au conseil d'administration de la Société.
- 3) La société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg "COSELUX S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-3844 Schifflange, Z.I. Luxembourg Heck, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 65949, est nommée commissaire aux comptes de la Société.
- 4) Les mandats de l'administratrice unique et du commissaire aux comptes expireront à l'assemblée générale annuelle de l'année 2021.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la représentante légale de la partie comparante, ès-qualité qu'elle agit, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. CIPRIANO, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 6 août 2015. 2LAC/2015/18092. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 11 août 2015.

Référence de publication: 2015140285/235.

(150152243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

BitBank, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4362 Esch-sur-Alzette, 9, avenue des Hauts Fourneaux.

R.C.S. Luxembourg B 199.437.

STATUTS

L'an deux mil quinze, le douze août.

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange.

Ont comparu:

- 1.- Monsieur Jesus PENA GARCIA, ingénieur en informatique, né à Puertollano (Espagne), le 5 avril 1982, demeurant à L-2539 Luxembourg, 140, boulevard Charles Simonis,
- 2.- Monsieur Ralph MARSCHALL, étudiant, né à Luxembourg, le 9 avril 1991, demeurant à L-8022 Strassen, 6, rue des OEillets,
- 3.- Monsieur Marc BONNET, HR Specialist, né à Suresnes (France), le 4 juin 1985, demeurant à L-1911 Luxembourg, 22, rue du Laboratoire,
- 4.- Madame Maria MATEO IBORRA, Senior Engineer, née à Torrevieja (Espagne), le 10 octobre 1982, demeurant à L-2539 Luxembourg, 140, Boulevard Charles Simonis,
- 5.- Madame Audrey BAVEREL, Tax Counsel, née à Saint-Dié (France), le 24 octobre 1983, demeurant à L-8094 Bertrange, 72, rue de Strassen,
- 6.- Madame Carolina PARISI, Associate Company Secretary, née à Niterói (Brésil), le 14 août 1972, demeurant à L-8094 Bertrange, 72, rue de Strassen,

les comparants sub 3.-, à 6.- ici dûment représentés par Monsieur Jesus PENA GARCIA, préqualifié, en vertu de quatre procurations sous seing privé données à Luxembourg, le 12 août 2015,

Lesquelles prédites procurations, après avoir été paraphées «ne varietur» par les comparants et mandataire et le notaire instrumentant resteront annexées aux présentes, avec lesquelles elles seront enregistrées.

Lesquels comparants, agissant comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée, qu'ils déclarent constituer entre eux et entre tous ceux qui en deviendront associés par la suite et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «BitBank».

Art. 2. Le siège social est établi à Esch-sur-Alzette.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg, par décision des associés prise aux conditions requises pour la modification des statuts.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4.

4.1. La société a pour objet le développement, l'étude, la conception, la création, la modification, l'installation, la gestion, la maintenance, la vente, la licence, la location, l'achat, l'usage et l'amélioration de logiciels informatiques et de services de consultance liés à la réalisation de toute opération concernant le stockage, le traitement, la gestion et le transport des données digitales.

4.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de dette de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou bien créer et accorder des sûretés sur la totalité ou sur une partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. Pour éviter tout doute, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

4.3. En particulier, la Société peut conclure tout contrat de garantie, de gage ou toutes autres formes de sûretés, que ce soit par hypothèque ou charge sur tout ou partie des actifs (présents ou futurs) de l'entreprise, ou par toutes ou l'une de ces méthodes, en vue de l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de toutes sociétés du groupe ou de tous administrateurs, gérants ou autres mandataires de la Société ou de toutes sociétés du groupe dans les limites de la loi luxembourgeoise.

4.4. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

4.5. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 5. Le capital social est fixé à dix-sept mille cinq cents euros (17.500,- EUR), divisé en sept cents (700) parts sociales de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.

La propriété des parts sociales résulte des présents statuts ou des actes de cession de parts régulièrement consentis, sans qu'il n'y ait lieu à délivrance d'aucun titre.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 6. Entre associés les parts sont librement cessibles.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs à un non-associé qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de refus de cession le ou les associés non cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts offertes en cession.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Art. 7. Le décès, l'incapacité, la déconfiture ou la faillite, de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 8. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers, alors même qu'il y aurait parmi eux des mineurs ou incapables, ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer de quelque manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Gérance - Assemblée générale

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables par l'assemblée générale qui fixe la durée de leur mandat et leurs pouvoirs.

Art. 10. Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Pour engager valablement la société, la signature du ou des gérants est requise.

Art. 12. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 13. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Année sociale - Bilan

Art. 14. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Chaque année, le 31 décembre, les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse les comptes sociaux, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Sur le bénéfice net constaté, il est prélevé cinq pourcent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale, jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la libre disposition des associés.

Dissolution - Liquidation

Art. 15. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée des associés, qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Disposition générale

Art. 16. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Déclaration

Le notaire instrumentant déclare que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2015.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est estimé à EUR 1.400.-.

Souscription - Libération

Les sept-cent (700) parts sociales de vingt-cinq (25,- EUR) chacune ont toutes été souscrites comme suit:

1.- Monsieur Jesus PENA GARCIA, préqualifié, quatre cent treize parts sociales	413
2.- Monsieur Marc BONNET, préqualifié, soixante-dix	70
3.- Madame Maria MATEO IBORRA, préqualifiée, cent cinq parts sociales	105
4- Madame Audrey BAVEREL, préqualifiée, vingt et une parts sociales	21
5- Madame Carolina PARISI, préqualifiée, vingt et une parts sociales	21
6- Monsieur Ralph MARSCHALL, préqualifié, soixante-dix parts sociales	70
TOTAL: sept cent parts sociales	700

Toutes les parts ont été intégralement libérées en espèces, de sorte que la somme de dix-sept mille cinq cents euros (17.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Assemblée Générale Extraordinaire

Et à l'instant les associés, présents ou représentés représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale, et, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

- 1.- L'adresse du siège social est fixée à L-4362 Esch-sur-Alzette, 9, avenue des Hauts Fourneaux.
- 2.- Est nommé gérant pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Jesus PENA GARCIA, préqualifié,

3.- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants et mandataire, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: PENA GARCIA, MARSCHALL, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 13 août 2015. Relation: 1LAC/2015/26066. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul Molling.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 18 août 2015.

Référence de publication: 2015140654/141.

(150153566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

De Klengen Daachdecker S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5471 Wellenstein, 9, Montée des Vignes.

R.C.S. Luxembourg B 199.354.

—
STATUTS

L'an deux mil quinze, le six août.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck.

A comparu:

Monsieur Pascal GEORGES, employé privé, né à Esch-sur-Alzette, le 1^{er} mars 1982, demeurant à L-5471 Wellenstein, 9, montée des Vignes.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, par le comparant et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "Société").

Art. 2. La société a pour objet les activités suivantes:

- Fabricant - poseur de volets et de jalousies;
- Installateur de mesures de sécurité en altitude;
- Monteur d'échafaudages;
- Poseur - monteur de fenêtres, de portes et de meubles préfabriqués;
- Poseur de systèmes de protection solaire;
- Ramoneur - nettoyeur.

La société a encore pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle, le financement et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra plus généralement acquérir et obtenir tous brevets d'invention et de perfectionnement, licences, procédés, marques commerciales et marques de fabrique, dessins, modèles, logiciels informatiques, noms de domaines et en exploiter, en céder et en concéder toutes les licences.

La société a également pour objet l'acquisition, la détention, la mise en valeur et la gestion d'immeubles situés tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, mais uniquement dans le cadre de la gestion de son patrimoine propre.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe dont elle pourrait faire partie ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés qui seraient de nature à favoriser son développement. Cette énumération est énonciative et non limitative et doit être interprétée dans son acception la plus large.

Elle pourra conclure toute convention de rationalisation, de collaboration, d'association ou autres avec d'autres entreprises, associations ou sociétés.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social.

De manière générale, la société pourra passer tout acte et prendre toute disposition de nature à faciliter la réalisation de son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Elle pourra exercer son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Art. 4. La Société prend la dénomination sociale de "DE KLENGEN DAACHDECKER S.à r.l."

Art. 5. Le siège de la Société est établi dans la commune de Schengen.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand-Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales, filiales ou d'autres bureaux, dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,00 €) divisé en cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,00 €) chacune, toutes les parts sociales étant intégralement souscrites et entièrement libérées.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision écrite et régulièrement publiée de l'associé unique, sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 16 des présents statuts.

Art. 8. Chaque part sociale ouvre un droit à l'actif social de même qu'aux bénéfices réalisés au cours de l'exercice, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un unique propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis des parts sociales sont tenus d'être représentés auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

En cas d'associé unique, les cessions et transmissions, sous quelque forme que ce soit, de parts sociales sont libres.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont cessibles sous réserve de la stricte observation des dispositions énoncées à l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Toute opération de cession n'est opposable à la Société comme aux tiers qu'à la condition d'avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions prescrites à l'article 1690 du Code civil.

Au surplus, il ne pourra être contracté d'emprunt par voie publique d'obligations, ni procédé à une émission publique de parts sociales.

Art. 11. La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocable(s) ad nutum.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature individuelle de son gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle d'un gérant technique, soit par la signature de deux gérants dont celle d'un gérant technique.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Tout litige dans lequel la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance représenté par un gérant délégué à cet effet.

Art. 14. Les réunions du Conseil de Gérance auront lieu au Grand-Duché de Luxembourg. Le Conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par procuration. Les résolutions du Conseil de gérance sont adoptées à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

En cas d'urgence, les résolutions écrites signées par l'ensemble des membres du Conseil de gérance seront valablement passées et effectives comme si passées lors d'une réunion dûment convenue et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par lettre, fax ou communication similaire.

De plus, tout membre qui participe aux débats d'une réunion du Conseil de gérance aux moyens d'un appareil de communication (notamment par téléphone), qui permet à tous les membres présent à cette réunion (que ce soit en personne ou par procuration ou tout autre appareil de communication) d'entendre et d'être entendu par les autres membres à tout moment, sera supposé être présent à cette réunion et sera comptabilisé pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les questions à l'ordre du jour de cette réunion. Si une résolution est prise par voie de conférence téléphonique, la résolution sera considérée comme ayant été prise au Luxembourg si l'appel provient initialement du Luxembourg.

Art. 15. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Toutefois, la Société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, sans que la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Art. 16. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, sans préjudice des autres dispositions de l'article 194 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 17. Une assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra le deuxième mardi du mois de mai de chaque année au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 18. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 19. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut par lui-même ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social de la Société, communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance (si la Société compte plus de vingt-cinq associés parmi ses rangs, conformément aux dispositions prescrites par la loi).

Art. 20. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé au moins cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Art. 21. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique, ou le cas échéant les associés, s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Disposition transitoire

Par dérogation le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, le comparant pré qualifié, déclare souscrire cent (100) parts sociales comme suit:

- Monsieur Pascal GEORGES, préqualifié, 100 parts
TOTAL: cent parts sociales 100 parts

La libération intégrale du capital social a été faite par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,00 €), se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution au montant de huit cent cinquante euros (850,00 €)

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant pré qualifié, présent ou représentée comme mentionné ci-avant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, se considérant comme dûment convoqué, s'est ensuite constitué en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, il a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des gérants est fixé à un (1).
- 2.- Est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée:

Monsieur Pascal GEORGES, employé privé, né à Esch-sur-Alzette, le 1^{er} mars 1982, demeurant à L-5471 Wellenstein, 9, montée des Vignes.

- 3.- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique.
- 4.- L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-5471 Wellenstein, 9, montée des Vignes.

Déclarations

1- Le notaire instrumentant a rendu attentif la partie comparante au fait qu'avant toute activité commerciale de la société, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social tel que modifié ci-dessus, ce qui est expressément reconnu par la partie comparante.

2- Les associés déclarent que les fonds servant à la libération du capital ne proviennent pas, respectivement que l'objet de la société à constituer ne couvre pas que la société se livre(ra) à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substance médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du code Pénal (financement du terrorisme).

DONT ACTE, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Pascal GEORGES, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, Le 7 août 2015. Relation: DAC/2015/13415. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 14 août 2015.

Référence de publication: 2015140086/187.

(150152139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

**Waldeck Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Waldeck Luxury S.à r.l.)**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 166.197.

In the year two thousand and fifteen, on the seventh of August.

Before Maître Henri BECK, notary, residing in Echternach (Grand-Duchy of Luxembourg),

THERE APPEARED:

1. - Mr. Thomas SMIT, entrepreneur, residing at North Residences 117, Fairmont Hotel & Residences, The Palm Jumeira, Dubai, U.A.E..

2.- Mrs. Dagmar SMIT, entrepreneur, residing at North Residences 117, Fairmont Hotel & Residences, The Palm Jumeira, Dubai, U.A.E..

The appearing parties are hereby represented by Peggy Simon, employee, residing professionally at L-6475 Echternach, 9, Rabatt, by virtue of a proxy given under private seal,

which proxy signed "ne varietur" by the proxyholder of the persons appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing persons, represented as said before, declared and requested the notary to act:

That the private limited liability company named Waldeck Luxury S.à r.l., with registered office at L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 166.197, has been incorporated by deed of the undersigned notary on the 30th of December 2011, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations number 504 of February 25, 2012.

That the appearing persons, represented as said before, have taken the following resolution:

Sole resolution

The shareholders decide to change the Company's name into Waldeck Global S.à r.l., so that article 4 of the Articles of Association has now the following reading:

" **Art. 4.** The Company will have the name Waldeck Global S.à r.l.."

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, represented as said before, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and the French text, the French version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Echternach, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing persons, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, he signed together with us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le sept août.

Par-devant Maître Henri BECK notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Thomas SMIT, entrepreneur, demeurant à North Residences 117, Fairmont Hotel & Residences, The Palm Jumeira, Dubai, U.A.E..

2.- Madame Dagmar SMIT, entrepreneur, demeurant à North Residences 117, Fairmont Hotel & Residences, The Palm Jumeira, Dubai, U.A.E..

Lesquels comparants sont ici représentés par Peggy Simon, employée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration sous seing privé,

laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire des comparants et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Les comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

Que la société à responsabilité limitée Waldeck Luxury S.à r.l., avec siège social à L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166.197, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 30 décembre 2011, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 504 du 25 février 2012.

Que les comparants, représentés comme dit ci-avant, ont pris la résolution suivante:

Résolution unique

Les associés décident de changer la dénomination sociale de la Société en Waldeck Global S.à r.l., de sorte que l'article 4 des Statuts a désormais la teneur suivante:

" **Art. 4.** La Société aura la dénomination Waldeck Global S.à r.l.."

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, représentés comme dit ci-avant, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version française fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparants, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, le notaire, le présent acte.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 11 août 2015. Relation: GAC/2015/6945. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 14 août 2015.

Référence de publication: 2015140539/72.

(150152254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 août 2015.

Camaro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8437 Steinfort, 66, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 58.736.

L'an deux mil quinze, le vingt-huitième jour de juillet.

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Luxembourg.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme

CAMARO S.A.

Établie et ayant son siège social à L-8437 STEINFORT, 66, rue de Koerich

inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 58.736,

constituée suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 3 avril 1997, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 11 juillet 1997, numéro 371, page 17.781.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Jean-Pol CLART, demeurant professionnellement à Steinfort, qui désigne comme secrétaire Monsieur Thibault DAXHELET, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jean-Pol CLART, demeurant professionnellement à Steinfort.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que l'ordre du jour de présente Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1 Modification de l'objet social de la société.

2 Divers.

II.- Les actionnaires représentés à la présente Assemblée et le nombre d'actions dont ils disposent ont été portés sur une liste de présence, signée par la mandataire des actionnaires représentés.

III.- Ladite liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

IV.- Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente Assemblée, paraphées «ne varietur» par la mandataire desdits actionnaires, les membres du bureau et le notaire instrumentant.

V.- L'Assemblée, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

Résolution unique

L'Assemblée décide de modifier l'objet social de la société et décide modifie en conséquence l'article 4 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 4.** La société a pour objet l'importation et l'exportation, l'achat, la vente et la représentation de tous produits manufacturés ou marchandises et la prestation de services.

La société a encore pour objet l'achat, la vente, la promotion, la location, d'une façon générale la gestion immobilière tant au Grand-Duché du Luxembourg ainsi qu'à l'étranger.

Elle pourra prêter et emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution respectivement accorder des garanties pour d'autres personnes morales et physiques.

La société pourra effectuer toutes opérations immobilières, mobilières et financières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites et susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

La Société a également pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans toutes sociétés ou entreprises luxembourgeoises ou étrangères ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, brevets et licences accessoires, participer à la création au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option, d'achat et de toute autre manière, tous titres, brevets et licences accessoires, les réaliser par la voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires, brevets et droits par qui, et de la manière que ce soit, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations jugées utiles à l'accomplissement de son objet social.».

Déclaration en matière de blanchiment

Le(s) associé(s) /actionnaires déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droite servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de cette assemblée, s'élève approximativement à la somme de mille cent cinquante euros (1.150,-EUR).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signés: J-P. CLART, T. DAXHELET, K. REUTER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 30 juillet 2015. Relation: 2LAC/2015/17497. Reçu soixante-quinze euros 75.-.

Le Receveur (signé): MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Luxembourg, le 17 août 2015.

Référence de publication: 2015140699/74.

(150152939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.

Clyde Union (Holdings) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 2.806.742,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 140.256.

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales en date du 17 août 2015 que l'associé unique de la Société nommément SPX Corporation a transféré, en date du 17 août 2015, l'intégralité des parts sociales de classe A à I qu'il détenait dans la Société, à savoir 311.860 parts sociales de catégorie A, 311.860 parts sociales de catégorie B, 311.860 parts sociales de catégorie C, 311.860 parts sociales de catégorie D, 311.860 parts sociales de catégorie E, 311.860 parts sociales de catégorie F, 311.860 parts sociales de catégorie G, 311.860 parts sociales de catégorie H et 311.862 parts sociales de catégorie I à Corporate Place LLC, une société «LLC» dûment constituée et existant valablement selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 1209, Orange Street, 19801 Wilmington, Delaware, Etats-Unis d'Amérique et enregistrée au Delaware Secretary of State, Division of Corporations sous le numéro 5757454.

De ce fait, l'associé unique de la Société est donc Corporate Place LLC.

Le 18 août 2015.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015140685/20.

(150153320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2015.
